

Amérique :



Sommaire :

Antigua-et-Barbuda :
3-4
Argentine : 5-6
Bahamas : 7-8
Barbade : 9-10
Belize : 11-12
Bolivie : 13-14
Brésil: 15-16
Chili : 17-18
Colombie : 19-20
Costa Rica : 21-22
Cuba : 23-24
**République
dominicaine** 25-26

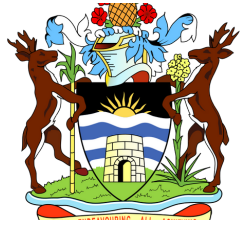
Dominique : 27-28
Équateur 29-30
États-Unis : 31-32
Grenade : 33-34
Guatemala : 35-36
Guyana : 37-38
Haïti : 39-40
Honduras : 41-42
Jamaïque : 43-44
Mexique : 45-46
Nicaragua : 47-48
Panama : 49-50
Paraguay : 51-52
Pérou : 53-54

**Saint-Christophe-et-
Niévès :** 55-56
Sainte-Lucie : 57-58
**Saint-Vincent-et-les-
Grenadines :** 59-60
Salvador : 61-62
Suriname : 63-64
Trinité-et-Tobago :
65-66
Uruguay : 67-68
Venezuela : 69-70



Antigua-et-Barbuda

Antigua-et-Barbuda



Nature du régime : démocratie parlementaire

Chef de l'Etat : Reine Elizabeth II, représentée par Sir Rodney WILLIAMS, gouverneur général (depuis le 14 août 2014)



Superficie : 443 km²

Capitale : Saint John's (113 948 d'habitants)

Langues officielles : anglais

Langues courantes : anglais, créole anglais, créole de Montserrat

Monnaie : Eastern Caribbean dollar, 1 Euro = 3,29 XCD

Fête nationale : 1er novembre (fête de l'Indépendance, 1981)



Population (2018) : 96 286 hab dont 97 % à Antigua

Espérance de vie (2017) : 76,8 ans

Taux de croissance démographique : 0,9 %

Taux d'alphabétisation : 99 %

Religions : Christianisme (principalement anglican, présence minoritaire de l'Eglise catholique et d'Eglises évangéliques)

Les **Ciboneys** habitaient Antigua-et-Barbuda depuis **2400 av. J.-C.**. Ensuite arrivent les Arawaks et les Caraïbes. **Christophe Colomb** y débarque en **1493**, lors de son second voyage. Elles furent d'abord **colonisées** par les **Espagnols** et les **Français**. Antigua a été colonisée par la **Grande-Bretagne** en **1632**. L'île de Barbuda a été colonisée pour la première fois en 1678. En 1674, **Christopher Codrington** fonde la première grande **plantation de sucre** sur l'île d'Antigua. Le seul village de Barbuda prit son nom. Codrington et les autres propriétaires y firent amener des esclaves de la cote ouest de l'Afrique. Au XVIII^e siècle, **English Harbour**, sur la cote sud d'Antigua, **abrita** une part importante de la **flotte britannique**, sous le commandement, un temps, de **l'Amiral Nelson**. Ce site bien encaissé et à peine visible du large, était connu comme un " trou à cyclone tropical ", un abri sûr. **L'esclavage fut aboli en 1834**. Contrairement aux autres colonies britanniques qui choisissent une abolition immédiate suivie d'une période d'apprentissage, période pendant laquelle les esclaves restent au service de leurs anciens maîtres (jusqu'en 1838), les colons d'Antigua choisissent l'abolition **immédiate sans apprentissage**. En 1981, Antigua-et-Barbuda devient indépendante en tant que Royaume du Commonwealth.



Pendant **trois siècles**, Antigua-et-Barbuda a été **entièrement dépendante** de la **production de sucre**. Depuis l'abandon progressif de ses productions agricoles, le pays a financé sa croissance essentiellement par le **tourisme** et son **activité d'accueil des entreprises offshore**, en particulier les services financiers. En effet, le tourisme compte pour environ **60 % du PIB et 40 % de l'investissement**. L'économie a donc été très affectée par la crise internationale de 2008-2009. Après une contraction de 5,5 % en 2011, portant la baisse du PIB à 25 % en trois ans, Antigua-et-Barbuda a retrouvé le chemin d'une croissance modeste. La **destruction** intégrale de **l'île de Barbuda** par **l'ouragan Irma** et **l'ouragan Maria** en 2017 et les efforts à consentir pour sa reconstruction représentent un réel défi pour l'économie antiguayenne. **Antigua-et-Barbuda** a été **inscrit** sur la « **liste grise** » des **juridictions non coopératives** lors de l'EcoFin du 13 mars 2018, mais, à la suite des engagements mis en œuvre par le gouvernement, Antigua-et-Barbuda a été retiré de cette liste le 18 février 2020.

L'essentiel de la **coopération** avec la France passe par le canal de **l'Union européenne**. Un accord de **délimitation maritime** entre la France et Antigua-et-Barbuda a été **signé le 15 mars 2017**. Les collectivités territoriales de Guadeloupe et de Martinique ont signé avec Antigua-et-Barbuda en 2011 et 2012 des déclarations d'intention visant à mettre en place une coopération dans les domaines du tourisme, de la santé, de la culture, de l'éducation et de l'agriculture. Des **échanges de sections** entre les **Forces armées françaises** et les **Forces de défense d'Antigua-et-Barbuda** sont organisés à intervalles réguliers. Un accord par échange de lettres sert de cadre juridique à cette coopération militaire de voisinage. De même les escales navales ont constitué un moment d'échange et de coopération entre nos deux pays (deux en 2019 et une à ce jour en 2020). Selon le Ministère des Affaires étrangères, la population **antiguayenne** en France est de **49 personnes** tandis que **113 français vivent là-bas**.



Argentine

République argentine



Nature du régime : République fédérale
Chef de l'Etat : M. Alberto Fernandez
(depuis le 10 décembre 2019)



Superficie : 2,7 millions km² (8e rang mondial)
Capitale : Buenos Aires (3 millions d'habitants, 13 millions avec la grande banlieue)
Villes principales : Córdoba, district de La Matanza, Rosario, Mendoza, La Plata
Langues officielles : espagnol
Monnaie : peso argentin, 1 Euro = 103,53 Peso argentin
Fête nationale : 25 mai (proclamation de l'indépendance le 25 mai 1810, définitivement acquise le 9 juillet 1816).



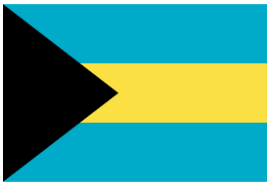
Population (projection à partir du recensement de 2010) : 44,5 millions
Espérance de vie : 76,3 ans
Taux de croissance démographique : 1 %
Taux d'alphabétisation : 97,9 %
Religions : catholique romaine 76,3 %, protestante et évangélique 9 %, juive 0,7 %, autres 3 %, agnostique et athée (11 %)

Les premiers enregistrements de **colons** dans l'actuel territoire argentin **remontent à treize mille ans avant J.-C.**, pendant le **Paléo-américain**. À l'époque protohistorique, la période précolombienne, elle était habitée par de nombreux peuples autochtones, dont certains habitent encore le pays. Parmi eux les Guaycurúes, les Guaraníes, les Mapuches, les Tehuelches et les Diaguitas, ces derniers faisaient partie de l'Empire Inca. La **colonisation espagnole** du territoire argentin actuel a commencé avec voyages exploratoires à partir de l'an **1512**, **établissement d'une population en 1528** et répartition du territoire aux avancés. Plus tard, il est tombé sous la juridiction de la **vice-royauté du Pérou**. En **1776**, la Couronne espagnole a fondé la **vice-royauté du Río de la Plata**, qui serait une entité politique précédant l'actuelle République argentine. Le **25 mai 1810**, il a réalisé de facto l'**indépendance** lorsque le dernier espagnol Viceroy qui a régné de Buenos Aires a été déposé, l'organisation de la junta de gouvernement d'abord. Le **9 juillet 1816**, l'**indépendance** a été **proclamée** à San Miguel de Tucumán.



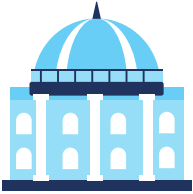
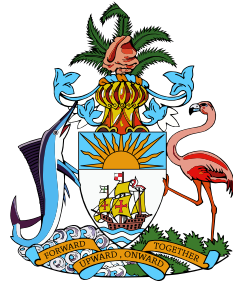
Vingt-cinquième puissance économique mondiale et troisième d'Amérique latine (après le Brésil et le Mexique), le pays a **bénéficié** dans les **années 2000** d'une **croissance forte et stable** (7,5 % en moyenne par an de 2003 à 2011) soutenue par la demande interne et les exportations de produits agricoles. La **forte baisse du prix de matières premières** a contribué à **ralentir** la **croissance** depuis lors, et l'Argentine a connu deux années de **récessions** en **2014** (-2,5 %) et en **2016** (-2,3 %). Désireux de retrouver un accès aux marchés internationaux, le président Macri avait fait du règlement du contentieux avec les fonds spéculatifs dits « fonds vautours », une priorité, et un accord a été trouvé en février 2016 avec les quatre principaux fonds. Dans le même temps, l'administration Macri avait adopté de **nombreuses mesures économiques** afin de **redresser le pays** et de **retrouver la confiance des investisseurs étrangers**. Ces mesures visaient à **promouvoir** une « **réouverture au monde** ». Depuis le début de l'année 2018, l'Argentine est toutefois confrontée à une crise économique. Le peso argentin s'est fortement déprécié, en dépit des interventions de la banque centrale, sous l'effet de facteurs externes (hausse des taux de la réserve fédérale américaine), et internes (forte inflation, mauvaises récoltes qui ont limité les rentrées de devises).

L'Argentine est notre quatrième partenaire commercial en Amérique latine (6,4 % de nos exportations commerciales dans la région) en 2018. Nos échanges commerciaux s'élèvent à 1,17 Md EUR (2018). La France, 8e fournisseur de l'Argentine, exporte essentiellement des produits chimiques, parfums et cosmétiques (23 %) et des matériels de transport (24 %), des machines industrielles et agricoles (15 %) et des produits pharmaceutiques (10 %). 250 groupes français sont implantés ou représentés, dont 27 du CAC 40, employant environ 50 000 personnes. La présence française est significative dans plusieurs secteurs : l'agroalimentaire (Danone, Lesaffre, Louis Dreyfus), l'automobile (PSA Peugeot Citroën, Renault), la production d'hydrocarbures (Total), la distribution (Carrefour, Casino), le tourisme et l'hôtellerie (Accor), la santé (Sanofi Aventis, Servier) ... Selon le Ministère des Affaires étrangères, 6 000 Argentins habitent en France tandis que la communauté française en Argentine est de 11 900 inscrits au registre des Français établis hors de France.



Bahamas

Commonwealth des Bahamas



Nature du régime : parlementaire de type britannique

Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée par un gouverneur général, Sir Cornelius Alvin SMITH nommé le 28 juin 2019



Superficie : 13 880 km², répartis entre 700 îles, dont une quinzaine seulement sont habitées

Capitale (2016) : Nassau (266 100 habitants)

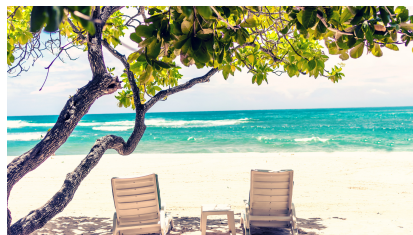
Villes principales : Freeport, West End et George Town

Langues officielles : anglais

Langue courante : anglais, créole bahamien, anglo-bahamien, créole haïtien, créole jamaïcain, chinois mandarin

Monnaie : dollar des Bahamas, 1 Euro = 1,22 Dollar bahaméen

Fête nationale : 10 juillet (fête de l'indépendance, 1973)



Population : 385 640 habitants (dont 248 948 à Nassau sur l'île de Providence).

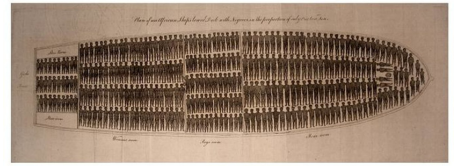
Espérance de vie : 73,6 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 1,1 %

Taux d'alphabétisation : 95,6 %

Religions : baptisme (35,4 %), anglicanisme (15,1 %), catholicisme (13,5 %), pentecôtisme (8,1 %), Church of God (4,8 %), méthodisme (4,2 %)

Les Bahamas ont été habités par les Lucayens, une branche du peuple Taïno parlant Arawakan, pendant de nombreux siècles. **Columbus** était le premier **Européen à voir** les îles en **1492**. Plus tard, les Espagnols ont expédié les Lucayens indigènes et les ont réduits en esclavage sur Hispaniola, après quoi les îles Bahama ont été pour la plupart désertes de 1513 à 1648, lorsque les colons anglais des Bermudes s'installent sur l'île d'Eleuthera. Les **Bahamas** sont devenues une **colonie** de la **couronne britannique** en **1718**, lorsque les Britanniques ont réprimé la piraterie. Après la **guerre d'indépendance américaine**, la Couronne a **installé** des **milliers de loyalistes américains** aux Bahamas ; ils ont emmené des esclaves avec eux et ont établi des plantations grâce à des concessions de terres. La **traite des esclaves** a été **abolie** par les Britanniques en **1807** ; l'**esclavage** aux Bahamas a été **abolie** en **1834**. Par la suite, les **Bahamas** sont **devenues un havre** pour les **esclaves africains libérés**. Les Africains libérés des navires négriers illégaux ont été réinstallés sur les îles par la Royal Navy, tandis que certains esclaves nord-américains et les Seminole se sont échappés aux Bahamas depuis la Floride. Les Bahamiens étaient même connus pour reconnaître la liberté des personnes asservies transportées par les navires d'autres nations qui ont atteint les Bahamas.



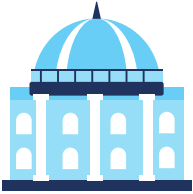
L'**économie** des Bahamas **dépend** dans une **large mesure** du **tourisme**, principalement des Etats-Unis. Fortement **touché** par la **crise financière** mondiale, le pays peine à renouer avec la croissance (-0,3 % en 2016, +1,8 % estimé en 2017). Le pays **souffre** en outre d'un **taux de chômage** atteignant **11,9 %** (2019). Le déficit commercial est creusé par l'importation des biens d'équipement et de consommation nécessaires au secteur du tourisme. Fin 2015, la **dette publique** représente **65,9 %** du PIB. Le **gouvernement** s'est **efforcé** d'améliorer les **services publics** de base (énergie, eau et transport) et de soutenir le **tourisme** représentant **40 à 60 %** du PIB. De nombreux projets immobiliers sont programmés, ainsi que des projets d'infrastructure publics et privés (construction de routes et de réseaux d'adduction d'eau, extension de l'aéroport de Nassau, construction du complexe touristique de Baha Mar). Le **PIB/habitant** fait des Bahamas le **3e pays d'Amérique** le plus riche derrière les Etats-Unis et le Canada. Les Bahamas ont attiré 6 millions de visiteurs en 2015. Le **secteur financier** compte pour **20 % du PIB**. Les **Bahamas** sont **sorties** de la **liste grise des juridictions non coopératives de l'OCDE** en avril **2010**. L'économie bahamienne souffre notamment du passage des ouragans (Irene en 2011, Joaquin en 2015...). Ces catastrophes naturelles ont contribué à l'irrégularité de la croissance économique de l'archipel depuis 2010.

Les échanges commerciaux avec les Bahamas restent modestes avec un excédent pour la France de 58 millions d'euros en 2016. Les exportations françaises sont constituées essentiellement d'aéronefs, l'autre poste habituellement soutenu étant les boissons alcoolisées. Les Bahamas sont le 137e partenaire commercial de la France. Au sein de la région d'Amérique centrale et du sud, les Bahamas sont le 18e client de la France (2018). Le club Méditerranée qui disposait de trois parcs dans l'archipel, n'en compte actuellement plus qu'un. Rubis, spécialisée dans le stockage et la distribution des produits pétroliers, a repris à l'américain Chevron son réseau de stations-services depuis 2011, ainsi que la vente de combustible pour avions. Soletanche Bachy est associée avec la principale société de construction domestique (groupe Mosko) sur certains chantiers. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté française dans ce pays est de 179 Français inscrits, et environ 19 000 touristes français se rendent chaque année aux Bahamas.



Barbade

La Barbade



Nature du régime : parlementaire de type britannique

Chef de l'Etat : la Reine Elizabeth II, représentée par la gouverneure générale, dame Sandra Mason, désignée le 8 janvier 2018.



Superficie : 430 km²

Capitale (2014) : Bridgetown (110 000 habitants)

Villes principales : Holetown, Speightstown

Langues officielles : anglais

Langue courante : bajan (créole afro-anglais)

Monnaie : dollar barbadien, 1 Euro = 2,46 Dollar barbadien

Fête nationale : 30 novembre (fête de l'Indépendance, 1966)



Population (2018) : 286 641 habitants

Espérance de vie : 79 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 0,1 %

Taux d'alphabétisation (2014) : 100 %

Religions : anglicans, protestants, catholiques, islam, bouddhistes

Habitée par les **Kalinago** depuis le **XIIIe siècle**, et avant cela par d'autres Amérindiens, la Barbade a été visitée par des **navigateurs espagnols** à la fin du **XVe siècle** et **revendiquée** pour la **couronne espagnole**. Il est apparu pour la première fois sur une carte espagnole en 1511. L'**Empire portugais** a **réclamé l'île** entre **1532** et **1536**, mais l'a **abandonnée** plus tard en **1620** avec leurs seuls restes étant une introduction de sangliers pour un bon approvisionnement en viande chaque fois que l'île était visitée. Un **navire anglais**, l'Olive Blossom, est arrivé à la **Barbade** le **14 mai 1625** ; ses hommes en ont **pris possession** au nom du roi Jacques Ier. En **1627**, les **premiers colons permanents** arrivèrent d'Angleterre et devint une colonie anglaise puis britannique. En tant que **riche colonie sucrière**, elle est **devenue** un **centre anglais** de la **traite des esclaves africains** jusqu'à ce que ce **commerce** soit **interdit** par la **loi de 1807** sur le commerce des esclaves, avec l'émancipation finale des esclaves à la Barbade sur une période d'années suivant la loi sur l'abolition de l'esclavage 1833. Le **30 Novembre 1966**, la **Barbade** est **devenue** un **Etat indépendant** et royaume du Commonwealth avec Elizabeth II comme sa reine, si le pays est mis à l'enlever comme chef de l'Etat et de **devenir** une **république** plus tard le **30 Novembre 2021**.



La **Barbade** a **longtemps** été **considérée** comme une **référence de prospérité** dans la Caraïbe orientale. Du XVIIe siècle à l'indépendance en 1966, le **développement du pays** s'est **appuyé** sur l'**industrie de la canne à sucre**. La fin des préférences tarifaires européennes a contraint le pays à réorienter et diversifier son économie en s'ouvrant à l'industrie légère, au tourisme et au secteur financier. Aujourd'hui, ces activités dominent largement. L'**économie** de la Barbade a été **fragilisée** par la **crise internationale de 2008-2009**, avec une **récession** (-4,2 % en 2009) suivie d'une croissance atone depuis lors. Les secteurs financiers et bancaires off-shore ont également souffert de l'impact des faillites des consortia trinitadiens et barbadiens CLICO et BAICO (4,5 % du PIB). Néanmoins, ils représentent toujours la **seconde source d'activités** du pays (**21 % du PIB**). Cette faible croissance s'est accompagnée d'un creusement du **chômage**, de l'ordre de **9,6 % en 2019**. Le déficit public a atteint 4 % du PIB en 2017, et la **dette publique** est évaluée à **157,3 % du PIB**. Les investissements directs étrangers représentent 3,8 % du PIB en 2018. En matière de **transparence fiscale**, le **gouvernement** barbadien déclare **vouloir se mettre en conformité avec les normes internationales en matière de transparence fiscale, de supervision financière et de lutte contre le blanchiment d'argent** pour en faire un avantage comparatif. Depuis 2017 la Barbade a été régulièrement inscrite puis retirée des listes "noire" et "grise" des juridictions non coopératives de l'Union Européenne. Elle a ainsi été **ajoutée** à nouveau à la **liste noire** en octobre 2020.

Les **relations** bilatérales sont **cordiales**. La délégation de la Barbade, conduite par la Première ministre, a participé à la COP 21 qui s'est déroulée au Bourget du 30 novembre au 12 décembre 2015. Cet événement a permis de manifester notre engagement commun dans la lutte contre le réchauffement climatique. La Barbade, comme la plupart de ses voisins dans les Caraïbes, est l'un des premiers pays au monde à avoir ratifié l'accord de Paris. Il **existe** une **coopération militaire**, menée ponctuellement entre la Barbade et le commandement supérieur des forces armées françaises aux Antilles (FAA), en étroite relation avec le RSS (regional security system). Par ailleurs, la Barbade coopère avec la France dans le domaine de la **lutte contre les trafics**. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté barbadienne en France** est de **45 personnes** tandis que **206 français** viennent là-bas.



Belize

Bélize



Nature du régime : Monarchie constitutionnelle

Chef de l'Etat : la Reine Elizabeth II, représentée par le gouverneur générale, Sir Colville Young



Superficie : 22 966 km²

Capitale : Belmopan (13 400 habitants)

Villes principales : Belize City (60 000 h.), Orange Walk, San Ignacio et Santa Elena, Dangriga

Langues officielles : anglais

Langue courante : créole, espagnol, garifuna, langues mayas

Monnaie : dollar bélizien, 1 Euro = 2,45 Dollar bélizien

Fête nationale : la fête nationale de Belize marque l'anniversaire de l'Indépendance déclarée du Royaume-Uni le 21 septembre 1981



Population (2017) : 370 000 habitants

Espérance de vie (2015) : 70ans

Taux de croissance démographique (2018) : 2,1 %

Taux d'alphabétisation (2011) : 96 %

Religions : catholique (50 %), protestants évangélistes (40 %), hindouistes (6 %), musulmans (4 %)

La **civilisation maya** s'est répandue dans la **région du Belize** entre 1500 avant J.-C. et 300 après J.-C. et a prospéré jusqu'à environ 1200. Le **contact européen** a commencé en **1492** lorsque **Christophe Colomb** a navigué le long du golfe du Honduras. L'**exploration européenne** a été **commencée** par les **colons anglais** en **1638**. Cette période a également été **marquée** par l'**Espagne** et la **Grande-Bretagne** **revendiquant** toutes deux **la terre** jusqu'à ce que la **Grande-Bretagne** **vainc les Espagnols** dans la **Bataille de St. George's Caye** (1798). Il est **devenu** une **colonie britannique** en **1840**, connue sous le nom de Honduras britannique et une colonie de la Couronne en 1862. L'**indépendance** a été **obtenue** à partir du **Royaume-Uni** le 21 septembre **1981**.



La **structure économique** est **dominée** par les secteurs du **sucre**, des **agrumes** et de la **banane**. Elle s'est **diversifiée** vers le **tourisme**, devenu la **première activité du pays**, les **services** (zones franches le long de la frontière mexicaine accueillant en particulier des centres d'appels et des sociétés de vente à distance), l'**élevage de crustacés** et, tout récemment, l'**extraction pétrolière** (21 % des exportations). Néanmoins, le **pays** continue à **importer l'essentiel de son énergie**, principalement des États-Unis et du Mexique. Principaux partenaires du Belize, les **États-Unis** et la **Grande-Bretagne absorbent** la **majorité** de ses **exportations**. Le **Belize importe** des États-Unis, du Mexique, de Cuba, du Guatemala, d'Espagne et de la Chine des **équipements de transport**, des **machines**, des **biens manufacturés**, des combustibles, des produits pharmaceutiques, de l'alimentation, de l'alcool et du tabac. Le **pays** est très **sensible** aux **chocs externes**, compte tenu de sa **dépendance** vis-à-vis des **exportations de produits de base** (sucre, mélasse, bananes, agrumes, crevettes) et du **tourisme**, sans compter son **exposition** aux **tempêtes tropicales** qui endommagent chaque année ses infrastructures.

La **France n'a pas d'ambassade** en **Belize**, les intérêts sont suivis par l'ambassade au Guatemala. Le **Belize** est **représenté** par son **ambassadeur** en résidence à **Bruxelles**. À la suite de l'accord entre la France et le Belize relatif à l'échange de renseignements en matière fiscale, le Belize est sorti en 2012 de la liste française des états et territoires non coopératifs (ETNC). Le **Belize bénéficie** du **Fonds européen de développement** depuis **1982**. Dans le cadre de la programmation 2014-2020 (11e FED), 27 millions d'euros sont consacrés à trois secteurs considérés comme prioritaires : les énergies renouvelables, la santé et la gestion publique. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté bélizienne** en **France** est de **30 personnes** tandis que la **communauté française** au **Belize** est d'une **quarantaine** d'inscrits.



Bolivie

État plurinational de Bolivie



Nature du régime : République présidentielle

Chef de l'Etat : Luis Alberto ARCE CATAORA



Superficie : 1 098 580 km²

Capitale : La Paz (2,706 millions) : capitale administrative (siège des pouvoirs exécutif et législatif) et Sucre (300 000) : capitale constitutionnelle

Villes principales : Santa Cruz de la Sierra (1,6 M), capitale économique ; Cochabamba (620 000) ; Oruro (215 000), Tarija (195 000), Potosí (150 000).

Langues officielles : espagnol et 36 langues indigènes

Monnaie : boliviano, 1 Euro = 8,37 BOB

Fête nationale : le jour de la Patrie, la fête nationale de la Bolivie, indépendance de l'Espagne depuis le 6 août 1825



Population (2018) : 11,4 M habitants

Espérance de vie (2018) : 71,2 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 1,4 %

Taux d'alphabétisation (2015) : 95 %

Religions : catholicisme (95 %), églises protestantes

Avant la colonisation espagnole, la région andine de la **Bolivie** faisait partie de l'**empire inca**, tandis que les **basses terres du nord** et de l'**est** étaient habitées par des **tribus indépendantes**. Les **conquistadors** ont pris le contrôle de la région au **XVIe siècle**. Pendant la période coloniale, la Bolivie était administrée par la Real Audiencia de Charcas. L'**Espagne** a **construit** son **empire** en grande partie sur l'**argent** extrait des **mines boliviennes**. Après le premier appel à l'indépendance en 1809, **16 ans de guerre** suivirent **avant l'établissement de la République**, du nom de Simon Bolívar. Au cours du **XIXe** et du début du **XXe** siècle, la Bolivie a **perdu le contrôle** de plusieurs **territoires périphériques au profit des pays voisins**. Élu en décembre 2005, **Evo Morales** (MAS - Mouvement vers le socialisme) a apporté au cours de ses **trois mandats successifs** une stabilité politique inédite dans un pays ayant connu une grande instabilité gouvernementale depuis son indépendance en 1825. Cette élection a engagé la Bolivie dans un **processus** de profondes **transformations sociales, économiques et politiques**. Divers épisodes de tensions et de contestation ont cependant marqué les présidences d'Evo Morales (conflit avec les mineurs, des autochtones). Des élections générales se sont tenues le 20 octobre 2019. **Evo Morales** se présentait pour un quatrième mandat contesté. Cependant, le **peuple** a réussi à **empêché sa participation**. Plusieurs fois reportées pour des raisons sanitaires, des **élections générales** se sont tenues le 18 octobre **2020 remporté** par candidat du MAS, **Luis Arce**.



Le pays détient les **2es réserves de gaz** du sous-continent, derrière le Venezuela, les **premières réserves de lithium du monde** (35 %) et d'**importantes ressources minières** (fer, cuivre, étain). L'économie bolivienne, malgré un territoire enclavé, a connu lors de la dernière décennie une **forte croissance** (supérieure à 5 % jusqu'en 2015), soutenue par une demande intérieure dynamique et des dépenses publiques élevées. La **politique économique** du pays **repose** en grande partie sur l'**investissement public**, central dans les domaines de la **santé** et de l'**éducation**, et dans les **entreprises publiques** issues des nombreuses **nationalisations** décidées par le président Morales depuis 2006 (hydrocarbures et du secteur de l'électricité). Le PIB global a doublé en dix ans, tandis que la politique de redistribution sociale structurée par des programmes ambitieux a permis de réduire le **taux de pauvreté de 60 % en 2005 à 39 % en 2015**. En dépit de ces indicateurs favorables qui ont contribué à la consolidation d'une classe moyenne, la **Bolivie demeure** l'un des **pays les plus pauvres de la région**.



La France et la Bolivie entretiennent des **relations** diplomatiques depuis **1831**. Deux présidents français se sont **rendus** en Bolivie : le **général de Gaulle** en **1964** et le président **Chirac** en **1997**. Le **commerce** entre la Bolivie et la France est de volume **modeste** mais en forte **progression**.

Nos échanges pour 2019 sont de 187 M EUR. D'un montant estimé à plus de 500 M USD, les **investissements** français **pourraient** plus que **doubler grâce** à l'entreprise **Total** (développement du champ gazier d'Incahuasi). Les principales catégories de **produits exportés** sont, les **produits informatiques, électroniques et optiques** (33,2 %), les **produits chimiques, parfums et cosmétiques** (17 %), les machines industrielles et agricoles (11,1 %) et les produits pharmaceutiques (9,6 %).

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté **bolivienne** en **France** est de **1 635 personnes** tandis que la communauté **française** en **Bolivie** est de **1 450 inscrits**.



Brésil

République fédérative du Brésil



Nature du régime : République fédérale présidentielle, composée de 26 États et d'un district fédéral

Chef de l'Etat : M. Jair Bolsonaro, depuis le 1er janvier 2019



Superficie : 8 511 965 km² (quinze fois la France)

Capitale : Brasilia (2 852 372 habitants)

Villes principales : São Paulo, Rio de Janeiro, Belo Horizonte, Porto Alegre, Salvador de Bahia, Fortaleza, Curitiba, Recife, Belém, Goiânia

Langues officielles : Portugais

Monnaie : Real, 1 Euro = 6,58 reais

Fête nationale : Le Jour de l'Indépendance (Dia da Independência ou Dia da Pátria en portugais), également connu sous le nom de « 7 septembre », est la fête nationale de la République du Brésil. Elle a été instaurée par loi en 1949 en référence au 7 septembre 1822, date de la déclaration d'indépendance du Brésil.



Population : 209,4 millions

Espérance de vie : 75,45 ans (71,80 ans pour les hommes et 79,16 ans pour les femmes)

Taux de croissance démographique : 0,80 %

Taux d'alphabétisation : 92,6 %

Religions : catholiques (65 %) ; évangéliques (22 %)

Le **Brésil** était **habité** par de nombreux **nations tribales** avant le **débarquement** en **1500** de l'explorateur **Pedro Álvares Cabral**, qui **revendiquait** la zone pour l'**Empire portugais**. Le Brésil est resté une **colonie** portugaise jusqu'en **1808** lorsque la **capitale** de l'empire a été **transférée** de **Lisbonne à Rio de Janeiro**. En **1815**, la **colonie** fut **élevée** au rang de **royaume** lors de la formation du **Royaume-Uni du Portugal, du Brésil et des Algarves**. L'**indépendance** a été obtenue en **1822** avec la création de l'**Empire du Brésil**, un État unitaire gouverné sous une monarchie constitutionnelle et un système parlementaire. La ratification de la première **constitution** en **1824** a conduit à la formation d'une **législature bicamérale**, maintenant appelée le **Congrès national**. Le pays est devenu une **république** présidentielle en **1889** à la suite d'un coup d'État militaire. Une **junte militaire** autoritaire est **arrivée** au pouvoir en **1964** et a **régné** jusqu'en **1985**, après quoi la gouvernance civile a repris. La **constitution** actuelle du **Brésil**, formulée en **1988**, le définit comme une **république fédérale démocratique**. En raison de sa riche culture et de son histoire, le pays se **classe** au **treizième** rang mondial par nombre de sites du patrimoine mondial de l'UNESCO.



Confronté à une **conjuncture délicate** depuis plusieurs années, l'**économie** brésilienne **peine** à se **relancer**. Pour relancer l'économie, Bolsonaro entend accélérer la **politique d'assainissement des finances publiques** (réforme du système des retraites, privatisation), **de dérégulation** et de **réforme de la gouvernance monétaire** (grande autonomie de la Banque Centrale). Certains **États du pays** se trouvent dans une **situation financière très délicate**, comme Rio de Janeiro. Malgré ses **difficultés**, le Brésil **reste** un grand **émergent**. Première économie de l'Amérique latine, ce géant économique est **doté** d'indéniables **atouts** : des **ressources naturelles abondantes** (pétrole, gaz, minerais), associées à une **industrie dynamique et diversifiée** (industrie agro-alimentaire, biocarburants,) et à une **économie de services moderne**. Depuis quelques années, l'**Etat** s'est **engagé** dans une **stratégie de développement massif des infrastructures de transports**, et d'**augmentation** de sa **capacité de production électrique** basée sur les énergies renouvelables (près de 80% de la production d'électricité). Il doit toutefois faire face à des **faiblesses structurelles** : **coûts de production élevés**, **déficit** chronique de **travailleurs qualifiés**, complexité et lourdeurs administratives.

Le Brésil et la France entretiennent une **relation d'amitié ancienne** qui a changé d'échelle avec la construction d'un **partenariat stratégique ambitieux**, lancé en mai **2006** par les présidents Lula et Chirac. Il **reconnaît** le Brésil comme un **acteur global** et un **candidat légitime à un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies**. Près de **900 filiales d'entreprises françaises sont implantées au Brésil** (presque tout le CAC 40), où elles génèrent 500 000 emplois. La **France** est l'un des **premiers investisseurs au Brésil**, avec un stock d'IDE de 23 658 M € en 2018. Ce montant s'est accru en 2019, notamment avec le rachat par un consortium emmené par Engie d'un réseau de gazoducs dans le Nordeste (7 700 M€). Même s'il a été affecté par la récession, le commerce bilatéral reste dynamique, et génère de forts excédents pour la France. Aujourd'hui, en France selon le ministère des Affaires Étrangères, la **France** compte **47.000 expatriés brésiliens** sur son territoire tandis que **20 000 français vivent au Brésil** (30 000 Français selon les autorités du Brésil).



Canada



Nature du régime : monarchie constitutionnelle à régime parlementaire bicaméral, fédération de dix provinces et trois territoires

Chef de l'Etat et du gouvernement : La reine du Canada Elisabeth II est représentée par un Gouverneur général (Mme Julie Payette depuis le 2 octobre 2017).

Chef du Gouvernement : M. Justin Trudeau (Parti Libéral du Canada), depuis le 4 novembre 2015.



Superficie : 9 984 670 km²

Capitale : Ottawa (1,24 million d'habitants)

Villes principales (2014) : Toronto (6,21 millions d'habitants), Montréal (4,13 millions), Vancouver (2,31 millions), Calgary (1,41 million), Ottawa-Gatineau (1,24 million)...

Langues officielles : anglais et français (depuis 1969) ; Québec : français ; Nouveau-Brunswick : anglais et français ; autres provinces et territoires : anglais (plusieurs gouvernements provinciaux fournissent des services en français : Ontario, Nouvelle-Écosse, Manitoba, Île-du-Prince-Edouard).

Langues courantes (2016) : anglais (58 % de la population), français (23 %), autres (19 %)

Monnaie : dollar canadien, 1 Euro = 1,54 CAD (1867) « Fête du Canada »

Fête nationale : La fête nationale se tient le 1er juillet, commémorant la date de formation de la fédération canadienne. C'est la reine Victoria, alors reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, qui a, le 22 mai 1867, pris une proclamation fixant la date de formation au 1er juillet 1867.



Population (estimation janvier 2019) : 37,4 millions d'habitants

Espérance de vie (2014) : 79 ans (homme), 84 ans (femme)

Taux de croissance démographique (2015) : 1 %

Taux d'alphabétisation : 99 %

Religions (2011) : chrétiens 67,3 % (dont catholiques 39,0 %, protestants 16,0 %, orthodoxes 1,7 %) ; musulmans 3,2 % ; hindouistes 1,5 % ; sikhs 1,4 % ; bouddhistes 1,1 % ; juifs 1 % ; sans religion : 23,9 %

Les **premiers occupants** du territoire canadien ont été les **Premières Nations**, dont les migrations remontent à environ **15 000 ans** lors de la **dernière glaciation**, qui a abaissé le niveau des océans et créé un pont terrestre reliant l'Eurasie à l'Amérique, permettant à ceux-ci de s'installer. Si des **Vikings** sont **présents** dès le **XIe** jusqu'au **XIVe siècle**, les **premières explorations** des Européens débutent à la **fin du XVe siècle**, culminant avec les expéditions du Français **Jacques Cartier** dans le golfe du Saint-Laurent. Le 5 août **1583**, la **colonie anglaise de Terre-Neuve** est **fondée**, suivie des premiers comptoirs pérennes français sur le continent entre 1600 et 1608, amorçant le processus de colonisation européenne. Par la suite, d'autres colonies britanniques et françaises sont **établies**, notamment dans la **région** de la **côte Atlantique** (Nouvelle-Écosse, Acadie), dans la **vallée du fleuve Saint-Laurent** et la **péninsule du Labrador** (Nouvelle-France) ainsi que dans la zone arctique, tandis que d'autres puissances européennes telles **l'Espagne** et la **Russie** **explorent** le **reste du territoire** canadien. À la suite de divers conflits, dont surtout la guerre de Succession d'Espagne (1701-1714), la guerre de la Conquête (1754-1760) et la guerre d'indépendance des États-Unis (1775-1783), la **Grande-Bretagne gagne** et **perd** des **territoires** au **XVIIIe siècle**, **aboutissant** à ce qui correspond au **territoire canadien** d'aujourd'hui. **Trois** de ces **colonies** se **fédèrent** le 1er juillet **1867** et **forment** le **dominion du Canada**, nation indépendante sous domination partielle de la Couronne britannique. Sa **souveraineté totale** est ensuite garantie par la **déclaration Balfour de 1926**, le Statut de Westminster de 1931 et le rapatriement de sa Constitution en 1982. Il convient de noter que l'Assemblée nationale du Québec n'a jamais ratifié la loi sur le rapatriement de la Constitution canadienne.



Le Canada affiche le 12e Indice de Développement humain le plus élevé du monde (0,926). Avec un PIB de 2 144 Mds CAD, c'est également la **dixième puissance économique mondiale** en 2017. **L'économie** canadienne présente **deux particularités** : elle est **riche en matières premières** (hydrocarbures, minerais, produits agricoles). Les **hydrocarbures** représentent **6 % du PIB**, **20 % des exportations** et **200 000 emplois**. Le Canada est le 6e producteur mondial de pétrole et en détient les troisièmes réserves mondiales ; elle est **fortement liée aux États-Unis** (75 % des exportations), une proximité renforcée par l'Accord commercial États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC). Le Canada possède **plusieurs filières industrielles d'excellence**. C'est en premier lieu le cas de l'aérospatiale (Bombardier) mais aussi des télécoms (Bell Canada, Blackberry, Rogers, Aastra), de l'informatique (ATI), de l'automobile (Magna), des bois et papiers (Résolu, Cascades) et des biotechnologies. Cependant, le **manque de compétitivité** a mis en **difficulté** des **entreprises** comme Blackberry et Bombardier. Le **budget fédéral 2018** a mis **l'accent** sur les **dépenses en faveur de la classe moyenne**, des **peuples autochtones**, de la **justice fiscale** et de **l'innovation**. L'endettement des ménages canadiens reste élevé : 170,4 % au quatrième trimestre 2017. Dans le même temps, les prix de l'immobilier progressent rapidement dans plusieurs grandes villes (Toronto, Vancouver).

La **France** et le **Canada** partagent une **même vision** en matière de promotion de la **démocratie**, de **l'égalité femmes-hommes** ou de la **lutte contre le changement climatique**. Les enceintes où siègent les deux pays sont multiples (OTAN, G7, OCDE, OSCE, OIF). Les **échanges commerciaux** entre la France et le Canada **représentent** environ **11,2 Mds €** en 2017. Le commerce bilatéral est **dominé** par **quatre grandes filières industrielles** : **pharmacie**, **aéronautique**, **agroalimentaire** (notamment vins et spiritueux) et **matières premières** (hydrocarbures, minerais et métaux). Environ **600 entreprises françaises** sont **implantées** au **Canada**, surtout au Québec, **employant** plus de **85 000 personnes**. Total a procédé à d'importants investissements dans les sables bitumineux de l'Alberta (secteur toutefois impacté par l'évolution des cours du pétrole) tandis qu'Areva est le deuxième exploitant d'uranium au Saskatchewan. On compte **200 filiales de sociétés canadiennes en France** (Bombardier, Aastra, Cascades, McCain, Quebecor, SNC Lavalin, EnCana). Ces entreprises **emploient** environ **21 000 personnes**. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté canadienne en France** en 2012 est d'environ **60 000 personnes** tandis que la **communauté française au Canada** est de **92 116 inscrits**.



Chili

République du Chili



Nature du régime : démocratie républicaine

Chef de l'Etat : M. Sebastián Piñera



Superficie : 755 776 km²

Capitale : Santiago du Chili (5,614 millions d'habitants)

Villes principales : Santiago, Valparaiso, Concepción, Antofagasta

Langues officielles : espagnol

Monnaie : peso, 1 Euro = 883,92 Peso chilien

Fête nationale : Tous les ans, le 18 septembre, le Chili célèbre de manière grandiose les « Fiestas Patrias » (la Fête Nationale), afin de commémorer le début du processus d'indépendance vis-à-vis de l'Espagne.



Population (2017) : 18,05 millions habitants

Espérance de vie : 81,7 ans

Taux de croissance démographique : 0,88 %

Taux d'alphabétisation : 98,55 %

Religions : catholicisme romain 88%, églises protestantes 11%

L'Espagne a conquis et colonisé la région au milieu du **XVIe siècle**, remplaçant la domination **inca**, mais ne **parvenant pas à conquérir** les **Mapuche** indépendants qui habitaient ce qui est maintenant le centre-sud du Chili. Après avoir déclaré son **indépendance** de l'Espagne en **1818**, le **Chili** a émergé dans les années **1830** comme une **république autoritaire** relativement stable. Au **XIXe siècle**, le Chili a **connu** une **croissance économique et territoriale significative**, mettant fin à la résistance mapuche dans les années 1880 et gagnant son territoire nordique actuel dans la guerre du Pacifique (1879-83). Dans les années **1960** et **1970**, le pays a connu une forte **polarisation** politique **gauche-droite** et l'agitation. Cette évolution a culminé avec le **coup d'État chilien** de **1973** qui a **renversé** le **gouvernement** de **gauche** démocratiquement élu de Salvador Allende et institué une **dictature militaire** de droite de 16 ans d'**Augusto Pinochet** qui a fait plus de 3000 morts ou disparus. Le **régime** a pris **fin** en **1990** après un référendum en 1988 et a été **remplacé** par une **coalition** de **centre-gauche** qui a régné jusqu'en **2010**. Le 17 décembre **2017**, le **conservateur** **Sebastián Piñera** remporte l'élection **présidentielle** avec 54,48 % des voix. Sebastián Piñera, qui a déjà présidé le pays de 2010 à 2014 a fait campagne sur un **programme** centré sur **l'amélioration de la situation économique**, la **famille** et la **protection des classes moyennes**. Ce discours proposait une "**deuxième transition**", après celle opérée au retour à la démocratie dans les années 90. Le but est de faire **disparaître** la **pauvreté** et de devenir un **pays développée**.



Le Chili s'est **imposé** ces dernières années comme l'**une des économies les plus dynamiques d'Amérique latine**. Depuis une vingtaine d'années, le pays connaît une **forte croissance économique**. Quatrième économie sud-américaine derrière le Brésil, l'Argentine et la Colombie, son **PIB par habitant est l'un des plus élevés de la région** (23 500 USD/habitant en ppa). Enfin, son **adhésion à l'OCDE** en 2010 **témoigne** de la **bonne santé de son économie** et d'une reconnaissance internationale de sa **stratégie de libéralisation** et de sa **politique économique, caractérisée par une gestion rigoureuse de ses dépenses publiques et une forte ouverture sur l'extérieur**. Le **bilan** chilien **comporte** cependant quelques **fragilités**, en particulier une **forte dépendance aux matières premières** (notamment du cuivre, qui représente la moitié de ses exportations) et une **dépendance énergétique élevée**, domaine dans lequel le pays s'efforce de redéfinir sa matrice de production et d'approvisionnement.

La **France** et le **Chili** entretiennent depuis longtemps **d'étroites relations d'amitié et une active coopération**. Les trois quarts des entreprises du CAC 40 ont une présence significative au Chili. Le quart d'entre elles occupent une position de leader sur leur marché. Le Chili est notre **3e marché d'exportation en Amérique du sud**. La **France** occupe une **place très importante dans les secteurs stratégiques de l'énergie et des infrastructures**. Les opérateurs français couvrent l'éventail des sources d'énergie : énergies renouvelables (parc éolien de GDF Suez, portefeuille de projets de Solaire direct, parc El Salvador de Total EN...). En matière d'infrastructures, **l'ingénierie française continue de jouer une part active dans le développement du métro de Santiago** (Colas Rail, Systra), dont le financement est principalement structuré par BNP Paribas. En février 2015, le consortium ADP - Vinci Airport a remporté la concession de l'aéroport de Santiago et la construction d'un second terminal. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté chilienne** en France est estimée à **15 000** personnes tandis que la **communauté française** est de **12 252 inscrits**.



Colombie

République de Colombie



Nature du régime : Régime présidentiel
(Constitution de 1991)

Chef de l'Etat : M. Ivan Duque Marquez, en fonction depuis le 7 août 2018



Superficie : 1,1 millions de km²

Capitale : Bogotá (plus de 8 M d'hab.), à 2 640 mètres d'altitude

Villes principales (estimations 2019) : Medellin (2,5 M), Cali (2,47 M), Barranquilla (1,2 M), Carthagène (1 M)

Langues officielles : espagnol

Langues courantes : environ 85 langues autochtones

Monnaie : peso colombien, 1 Euro = 4 233,63 Peso colombien

Fête nationale : commémoration de la déclaration d'indépendance vis-à-vis de l'Espagne, le 20 juillet 1810



Population (2018) : 49,6 millions d'habitants, urbaine à 80,8%

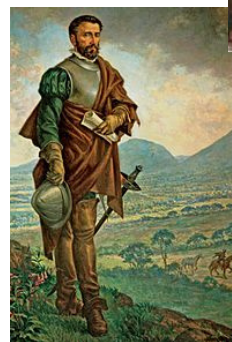
Espérance de vie (2019) : 77,1 ans

Taux de croissance démographique : 1,5 % par an

Taux d'alphabétisation : 94,7%

Religions : catholiques 72%, évangélistes estimés à 13%

La **Colombie** couvre aujourd'hui un territoire qui était, à l'**origine, habité** par des **peuples autochtones** dont les Muiscas, les Quimbayas et les Tayronas. Les **Espagnols** arrivent en **1499** et **lancent** une **colonisation** aboutissant à la création du royaume de Nouvelle-Grenade puis de la vice-royauté de Nouvelle-Grenade (comprenant les actuels pays de Colombie, Venezuela, Équateur, le Nord-Ouest du Brésil et le Panama), avec sa capitale à Bogota. **L'indépendance** de la **Colombie** est acquise en **1819**, mais en **1830** la **Grande Colombie s'effondre avec la sécession du Venezuela et de l'Équateur**. Les futurs pays de **Colombie** et du **Panama** forment alors la **république de Nouvelle-Grenade**. La nouvelle nation fait l'expérimentation du **fédéralisme** en devenant la Confédération grenadine (1858), puis les États-Unis de Colombie (1863), avant de redevenir un **pays centralisé** sous le nom actuel de république de Colombie en 1886. Le **Panama** fait **sécession** en **1903** à la suite de la guerre des Mille Jours (1899-1902). La Colombie est le premier gouvernement constitutionnel en Amérique du Sud et un **promoteur** important des **organisations panaméricaines**, d'abord par le congrès de Panama et plus tard en tant que fondateur de l'Organisation des États américains. Les **partis libéral et conservateur**, fondés respectivement en 1848 et 1849, sont **deux des plus anciens partis politiques** toujours **actifs** en Amérique.



La **signature** de l'**Accord de Paix** entre le **gouvernement colombien** et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (**FARC**), négocié sous la présidence de Juan Manuel Santos, et **entré** en **vigueur** le 1er décembre **2016**, a profondément marqué le paysage politique colombien. Si la première **guérilla** du pays s'est **démobilisée** et **transformée** en **parti politique**, les **défis** du post-conflit restent pour l'essentiel à **relever** (réforme rurale, réinsertion socio-économique des ex-guérilleros, substitution des cultures illicites, réconciliation et réparation aux victimes). **Iván Duque**, candidat du Centre démocratique (conservateur), parti **critique** vis-à-vis de l'**Accord**, a été **élu Président de la République** en juin **2018**. Il a cependant **confirmé** à son arrivée au pouvoir qu'il **poursuivrait** sa **mise en œuvre**, tout en procédant à des "ajustements". La paix reste **fragile** en Colombie, comme en témoignent les niveaux élevés de **violence** dans plusieurs régions du pays et le **nombre d'assassinats de défenseurs des droits et de leaders communautaires**. Par ailleurs, les **pourparlers** engagés par Juan Manuel Santos avec la seconde guérilla du pays, l'**ELN**, à partir de février 2017 ont été **gelés** avec l'**arrivée au pouvoir d'Ivan Duque** puis **stoppés** suite à l'**attentat** du 17 janvier **2019** dans une école de police de Bogotá, qui a fait 21 morts. Enfin, le 29 août **2019**, **trois anciens leaders** des **FARC** ont annoncé leur décision de **reprendre les armes**.



La **relation** économique bilatérale avec la Colombie est **ancienne** (notre chambre de commerce bilatérale, la plus ancienne de Colombie, a fêté ses 100 ans en 2017) et **dense** (environ 230 entreprises françaises implantées). La France est très présente en Colombie où elle est, avec environ **240 filiales françaises** et plus de **130 000 emplois** directs, le premier employeur étranger. L'entrée en vigueur le **14 octobre 2020** d'un **accord de promotion et protection réciproques** (API) des **investissements** entre la Colombie et la France apporte une sécurisation juridique supplémentaire pour nos entreprises. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté colombienne** en France est de **14.000 personnes** inscrites (même si on estime que ce nombre serait de 50 à 60.000 Colombiens) et la **communauté française en Colombie** est de **6 400** inscrits au registre.



Costa Rica

République du Costa Rica



Nature du régime : République démocratique unitaire dotée d'un régime présidentiel

Chef de l'Etat (et du gouvernement) : M. Carlos ALVARADO QUESADA (depuis le 8 mai 2018)



Superficie : 51 100 km²

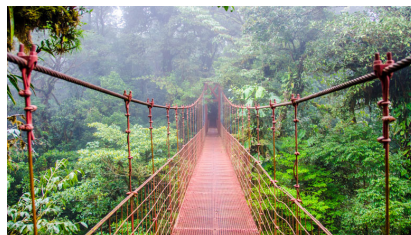
Capitale : San José (339 581 habitants)

Villes principales : Alajuela, Cartago, Heredia, Liberia, Puerto Limón, Puntarena

Langues officielles : espagnol

Monnaie : Colón costaricien, 1 Euro = 748,57 Colón costaricien

Fête nationale : 15 septembre (jour de l'indépendance) Le Costa Rica célèbre son indépendance vis-à-vis de l'Espagne en 1821. Cette fête est marquée par des défilés, des danses typiques, de la musique...



Population (2017) : 4,9 millions d'habitants

Espérance de vie (2018) : 80 ans

Taux de croissance démographique (2017) : 1 %

Taux d'alphabétisation (2012) : 97 %

Religions : catholiques 69 %, protestants et évangélistes 23 %, autres 8 %

Le territoire costaricien est occupé par les **Amérindiens** dès la **Préhistoire** d'être « **découvert** » par **Christophe Colomb** en **1502**. Colonisé par les Espagnols du xvi^e siècle au xix^e siècle, le Costa Rica acquiert son **indépendance** en **1821**. Depuis le 1^{er} décembre 1948, le Costa Rica est un pays neutre et est devenu la **première nation du monde à avoir constitutionnellement supprimé son armée**. Dès lors, le pays se distingue en Amérique centrale par son modèle de développement donnant la **priorité à l'éducation**, à la **santé** et à la **protection de l'environnement**. Il est depuis 2009 classé à la première place mondiale du Happy Planet Index et était en 2012 à la cinquième place de l'indice de performance environnementale grâce à sa **politique active de développement des énergies renouvelables** (essentiellement hydraulique, mais aussi éolienne et géothermique, qui produisent depuis 2015 la quasi-totalité de son électricité) et de **protection de ses ressources naturelles** (reforestations, moratoire interdisant l'exploitation pétrolière pendant trois ans en 2011). C'est également le premier pays d'Amérique centrale à avoir légalisé le mariage homosexuel.

Ce pays a su valoriser ses ressources écologiques : il **renferme 6 % de la biodiversité planétaire** et **25 % de son territoire est classé en zone protégée**. Le président Alvarado a en outre annoncé le 24 février 2019 la mise en œuvre d'un **plan national de décarbonisation**, qui prévoit des objectifs ambitieux en matière de transition énergétique pour le Costa Rica d'ici **2050**, en particulier dans les domaines des transports et de l'industrie.



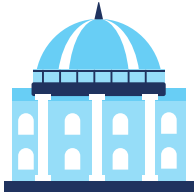
Le Costa Rica présente **une situation économique enviable** en **Amérique centrale**, dont il a longtemps été le **pôle de stabilité**. Il s'est doté d'un système de protection sociale de haut niveau et a réussi à réduire fortement la pauvreté (le PIB par habitant est un des plus élevés d'Amérique latine). Le **niveau général d'éducation et la qualification de la main d'œuvre costaricienne sont les principaux avantages comparatifs** de ce pays dans la région. L'**activité costaricienne** est portée par le **dynamisme de la demande interne**, la **vigueur du crédit**, ainsi que la **bonne tenue de la demande externe**. Des **zones franches**, accueillant des entreprises de télécommunication, d'informatique, des centres d'appel, des laboratoires, des industries pharmaceutiques, ont encouragé les flux d'investissements directs étrangers, faisant du Costa Rica (conjointement avec le Panama), le principal récepteur d'IDE d'Amérique centrale (2,7 Mds USD en 2016). Le Costa Rica représente également la **première destination touristique de l'isthme** (3 millions de visiteurs, 25 % de la région).

Le Costa Rica est le **premier partenaire commercial** de la France et de l'Union européenne en Amérique centrale. Nos entreprises sont bien **représentées** là-bas : **Total** (premier investisseur français), **Schneider Electric** (distribution électrique, automatismes industriels et contrôle du bâtiment), **Legrand** (matériel électrique), Engie.. Plus de **60 000 touristes** français se sont **rendus** au Costa Rica en **2016**. Le Costa Rica est le seul pays d'Amérique latine où **l'enseignement du français est obligatoire** dans le **système scolaire** public. Notre coopération comporte des actions de formation à l'intention du millier d'enseignants de français exerçant dans les systèmes d'éducation primaire, secondaire et supérieur. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté costaricienne en France** est de **590 personnes** tandis que la **communauté française au Costa Rica** est de **2 557 inscrits**.



Cuba

République de Cuba



Nature du régime : Régime socialiste à parti unique

Chef de l'Etat : Miguel Díaz-Canel, président du Conseil d'État et du Conseil des ministres

Premier secrétaire du Parti communiste cubain (PCC) : Raúl Castro



Superficie : 106 449 km²

Capitale : La Havane (2 130 000 habitants)

Villes principales : Santiago de Cuba, Villa Clara, Holguín, Camagüey

Langues officielles : espagnol

Monnaie : Peso cubain, 1 Euro = 29,21 CUP

Fête nationale : 1er janvier (anniversaire de la révolution de 1959).



Population (2017) : 11 239 224 habitants

Espérance de vie : 79,7 ans

Taux de croissance démographique : 0,2 %

Taux d'alphabétisation : 99,8 %

Religions : catholique (10 % de la population se déclare croyante, 3 % pratiquante), santera (cultes afro-caribéens)

Le territoire qui est maintenant **Cuba** a été **habité** par le peuple **Ciboney Taíno** du I^e millénaire avant J.-C. **jusqu'à la colonisation espagnole au XV^e siècle**. Du XV^e siècle, c'était une colonie de l'Espagne jusqu'à la **guerre hispano-américaine de 1898**, quand Cuba a été **occupé** par les **États-Unis** et a gagné l'**indépendance nominale** en tant que protectorat de facto des États-Unis en **1902**. En tant que république fragile, en 1940, Cuba a tenté de renforcer son système démocratique, mais la radicalisation politique croissante et les conflits sociaux ont abouti à un **coup d'État** et **dictature** subséquente sous **Fulgencio Batista** en 1952. La corruption ouverte et l'oppression sous le régime de Batista ont conduit à son **éviction** en janvier **1959** par le **Mouvement du 26 juillet**, qui a ensuite **établi le régime communiste** sous la direction de **Fidel Castro**. Depuis **1965**, l'État est **gouverné** par le **Parti communiste de Cuba**. Le pays était un point de discorde pendant la guerre froide entre l'Union soviétique et les États-Unis, et une **guerre nucléaire** a failli éclater pendant la **crise des missiles de Cuba de 1962**. Cuba est l'un des rares **États socialistes marxistes-léninistes existants**, où le rôle du Parti communiste d'avant-garde est inscrit dans la Constitution. Des observateurs indépendants ont accusé le gouvernement cubain de nombreuses violations des droits de l'homme, y compris l'emprisonnement arbitraire de courte durée.



L'**économie cubaine pâtit** de l'**embargo** des États-Unis, ainsi que de la **crise** que traverse son **allié vénézuélien**, et des **difficultés économiques et politiques avec le Brésil**. La **chute des cours du pétrole**, conjuguée à des **difficultés financières** aiguës, a sensiblement réduit les flux d'approvisionnements et de financements dont bénéficiait Cuba. L'administration américaine a pris plusieurs mesures de sanctions et de renforcement des dispositions de l'embargo, notamment en activant, à compter du 2 mai 2019, le **Titre III de la loi Helms-Burton de 1996** qui bénéficiait de suspensions depuis son adoption. Cette activation ouvre la voie à des **poursuites judiciaires devant les tribunaux américains**, par des ressortissants des États-Unis, contre toute personne physique ou morale associée à **une opération en lien avec des biens nationalisés par le régime castriste depuis 1959** sous couvert de respecter les conditions d'applicabilité de la loi. La **France s'est exprimée** officiellement **contre** l'activation de cette disposition, jugée illicite, qui a pour objectif de dissuader les entreprises de pays tiers, et notamment les entreprises européennes, de s'engager dans des projets d'investissement à Cuba, **au préjudice de la population civile cubaine dans son ensemble**.

Nos **échanges bilatéraux** avec Cuba demeurent **modestes**. Une déclaration conjointe sur la reprise de la **coopération bilatérale a été signée à La Havane le 30 novembre 2010**. Les principaux axes de cette coopération sont : l'**enseignement et la diffusion de la langue française**, qui s'appuient principalement sur les deux Alliances françaises à La Havane et Santiago, seuls centres culturels étrangers autorisés, et particulièrement fréquentés (11 000 élèves dans la capitale) ; **les formations supérieures et la recherche**, dont les secteurs des biotechnologies, de l'agronomie, de l'environnement, de la médecine, des sciences exactes et de l'ingénierie. ; la **coopération artistique et culturelle**, avec notamment le festival annuel de cinéma français, qui rassemble jusqu'à 200 000 spectateurs. Un "**mois de la culture française**" est **organisé chaque année** en mai. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté cubaine en France** est de **2 800 personnes** environ tandis que la **communauté française à Cuba** est de **1042 inscrits**.



République dominicaine



Nature du régime : République de type présidentiel

Chef de l'Etat : Luis Abinader



Superficie : 48 320 km²

Capitale : Saint-Domingue (agglomération de 3,5 millions d'habitants)

Villes principales : Santiago de los Caballeros, La Romana, San Pedro de Macorís, Puerto Plata.

Langues officielles : espagnol

Monnaie : Peso dominicain, 1 Euro = 70,88 DOP

Fête nationale : 27 février (1844, indépendance et proclamation de la République à la fin de l'occupation haïtienne)



Population (2018) : 10,627 millions d'habitants

Espérance de vie (2018) : 74,04 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 1,1 %

Taux d'alphabétisation (2018) : 95 %

Religions : catholiques, protestants

Le **peuple indigène Taíno** avait **habité Hispaniola** avant l'arrivée des Européens, la **divisant en cinq chefferies**. Les indigènes de Taíno avaient construit une société agricole et de chasse avancée et étaient en passe de devenir une civilisation organisée. **Christophe Colomb** a exploré et réclamé l'île pour l'Espagne, y **débarquant** lors de son premier voyage en **1492**. La colonie de Saint-Domingue est **devenue** le site du **premier établissement européen permanent** dans les Amériques. Pendant ce temps, la **France** occupait le **tiers ouest d'Hispaniola**, nommant sa colonie Saint-Domingue, qui devint l'État indépendant d'Haïti en 1804 après la Révolution haïtienne. Au cours du **XIXe siècle**, les **Dominicains** étaient **souvent en guerre**, combattant les Français, les Haïtiens, les Espagnols ou entre eux. Après plus de trois cents ans de domination espagnole, le peuple dominicain a déclaré son **indépendance** en novembre **1821**. Le chef du mouvement indépendantiste, **José Núñez de Cáceres**, avait l'**intention** de la nation dominicaine de s'**unir** avec le pays de la **Grande Colombie**, mais les Dominicains nouvellement indépendants ont été **annexés** par **Haïti** en **1822**. L'**indépendance** est venue en **1844**, après la victoire dans la guerre d'indépendance dominicaine. Les États-Unis ont occupé le pays entre 1916 et 1924; suivi d'une période calme et prospère de six ans sous Horacio Vásquez. De 1930, la **dictature** de **Rafael Leónidas Trujillo** a régné jusqu'en **1961**. Une **guerre civile** en **1965**, la dernière du pays, a pris fin par l'**occupation militaire américaine** et a été **suivie** par le **régime autoritaire de Joaquín Balaguer** (1966–1978 et 1986–1996). Depuis **1978**, la République dominicaine a évolué vers la **démocratie représentative**.



Longtemps centrée sur les exportations agricoles, l'économie dominicaine s'est **réorientée** vers les **zones franches** et le **tourisme**. Avec plus de 6,5 millions de visiteurs en 2018, dont 5,6 millions d'étrangers, la République dominicaine est la **première destination touristique des Caraïbes**. Ce secteur emploie 728 000 personnes (emplois directs et indirects, 2018) et **représente 7,6 % du PIB direct**. Le pays **bénéficie** d'importants **transferts de fonds de la diaspora** (2 millions de Dominicains vivent à l'étranger dont 1,3 million aux États-Unis) qui représentent environ 6,52 Mds USD en 2018, soit plus de **8,6 % du PIB**. En dépit d'une croissance soutenue, l'**économie** dominicaine **demeure** fortement **dépendante** de l'**extérieur**, notamment des **États-Unis** qui absorbent la majeure partie de ses exportations, fournissent la moitié des entrées touristiques ainsi que l'essentiel des transferts de fonds des migrants. La République **dominicaine** favorise l'**ouverture extérieure de son économie grâce**, notamment, à l'entrée en vigueur en 2007 de l'**accord de libre-échange DR-CAFTA** (Dominican Republic–Central American Free Trade Agreement) avec les États-Unis. Le pays est bénéficiaire du **Fonds européen de développement** pour un montant de **77 M Euro** dans le cadre du 11e FED (2014-2020).

La **présence économique** de la France repose plus sur la présence des **grands groupes français** dans ce pays et sur les grands contrats ponctuels que sur des échanges commerciaux stables. La République dominicaine est le **premier partenaire commercial de la France dans les Caraïbes**, et son second client (après Cuba). Plus de **trente sociétés françaises** sont **présentes** en République dominicaine. Les **investissements** français concernent principalement la **distribution** (Carrefour), le **tourisme**, l'**industrie** (Air Liquide), les **transports** (Air France, Air Caraïbes), les **infrastructures** (Alstom, Thalès, CIM/TSO, Poma), l'**énergie** (Schneider, Legrand)... Enfin, la France fait la promotion de la **langue française**, dont l'enseignement **est obligatoire dans les écoles dominicaines**. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté dominicaine en France est de 6 777 personnes** tandis que la **communauté française est de 3 850 inscrits**.



Dominique



Commonwealth de la Dominique



Nature du régime : République
Chef de l'Etat : M. Charles Savarin (depuis le 1er octobre 2013).
Chef du Gouvernement : M. Roosevelt Skerrit, Premier ministre



Superficie : 750 km²
Capitale : Roseau (14 725 habitants)
Villes principales : Marigot, Portsmouth
Langues officielles : anglais
Langues courantes : créole français
Monnaie : Dollar des caraïbes de l'est, 1 Euro = 3,29 XCD
Fête nationale : 3 novembre (fête de l'Indépendance, 1978)



Population (2018) : 71 625 habitants
Espérance de vie (2017) : 77,2 ans
Taux de croissance démographique : 0,2 %
Taux d'alphabétisation (2018) : 88 %
Religions : catholiques, protestants, rastafariens

L'île a été **colonisée** par les **Arawak** arrivant d'Amérique du Sud au Ve siècle. Les **Kalinago** ont remplacé les Arawak au **XVe siècle**. Columbus aurait passé l'île le dimanche 3 novembre 1493. Elle a ensuite été **colonisée** par les **Européens**, principalement par les **Français** des années **1690 à 1763**. Les Français ont **importé** des **esclaves d'Afrique de l'Ouest**, en Dominique pour **travailler dans les plantations de café**. La **Grande-Bretagne** a pris **possession** en **1763** après la **guerre de Sept Ans**, et elle a progressivement établi l'anglais comme langue officielle. L'île a obtenu son **indépendance** en tant que **république** en **1978**. Aujourd'hui, le **Dominica Labour Party (DLP)** domine la vie **politique** depuis **près de quinze ans**. Le Premier ministre, **Roosevelt Skerrit**, a été **reconduit** pour un **quatrième mandat** le 8 décembre 2019, son parti le DLP remportant 18 des 21 sièges de l'Assemblée sur fond de **contestation pré et post électorale**.



La récession mondiale a touché de plein fouet l'économie dominiquaise : **diminution** des flux **touristiques** (déjà limités par l'absence de perspectives balnéaires sur cette île au relief très escarpé), diminution des **investissements directs étrangers** et des **fonds envoyés par les Dominicains établis à l'étranger**. Le **niveau** de la **dette** reste **élevé**. L'île connaît un **déficit commercial structurel** important et les déficits externes ne sont que partiellement compensés par les recettes touristiques (30 % du PIB) et les transferts des travailleurs émigrés (7 % du PIB). Outre une importante activité de services, la Dominique est aussi un **centre financier offshore**, avec environ **12 800 sociétés enregistrées localement**. Le **12 mars 2019**, la Dominique a été placée en « **liste noire** » **européenne des juridictions fiscales non coopératives** pour ne pas avoir engagé un dialogue avec l'Union européenne ou ne pas avoir remédié à ses manquements en matière de bonne gouvernance fiscale. Elle en a toutefois été **retirée** le **14 juin 2019**. La **destruction à 95 % de l'île** en **2017** par l'ouragan Maria a posé un **problème économique et social majeur** au pays, mais l'aide financière de la Chine et les revenus tirés du programme « citoyenneté par l'investissement » (CDIP) lui ont permis, en partie se reconstruire.

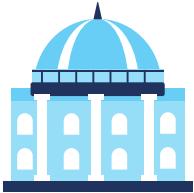
Les **relations politiques** entre la France et Saint-Dominique sont **bonnes**. La France a été la première à intervenir sur place après la tempête tropicale Erika (2015) et l'ouragan Maria qui a détruit l'île en septembre 2017. Une délégation de la Dominique, conduite par le Premier ministre, a participé à la COP 21. Cet événement a permis de **manifester** notre **engagement commun** dans la **lutte contre le réchauffement climatique**. La Dominique, comme la plupart de ses voisins dans les Caraïbes, est un des premiers pays au monde à avoir ratifié l'accord de Paris. Autre pays de l'OECD, avec Sainte-Lucie, à être **membre** de l'**Organisation internationale de la Francophonie** (OIF) et à **maintenir vivante la pratique du créole**, la Dominique cultive son attachement au français. La **France** ne dispose **pas d'ambassade** à la Dominique, mais y est **représentée** par un **consul honoraire**. Il existe par ailleurs une Alliance française. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté dominicaine en France** est de **3 463** personnes tandis que la **communauté française est de 116 inscrits**.



Équateur



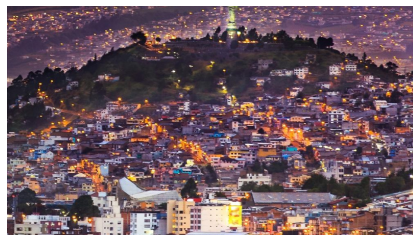
République de l'Équateur



Nature du régime : République
Chef de l'Etat : M. Lenin Voltaire MORENO GARCÉS



Superficie : 256 370 km²
Capitale : Quito (2,2 M d'habitants)
Villes principales : Guayaquil (2,3 M d'habitants), Cuenca (0,32 M d'habitants)
Langues officielles : espagnol (93% de la population).
Langues courantes : kichua (4 %), shuar
Monnaie : dollar américain, 1 Euro = 1,22 \$
Fête nationale : Le 24 juillet, jour de la fête nationale (anniversaire de Simón Bolívar), toutes les activités cessent pour donner libre cours à la fête



Population (2017) : 16,62 millions d'habitants
Espérance de vie (2016) : 76,33 ans
Taux de croissance démographique (2005-2015) : 1,57 % par an
Taux d'alphabétisation (2005-2015) : 94,46 %
Religions : catholique (74%), protestante (10 %)

Les **territoires** de l'Équateur moderne abritaient autrefois une **variété de groupes amérindiens** qui ont été progressivement **incorporés** à l'empire **inca** au **XVe siècle**. Le territoire a été **colonisé** par l'**Espagne** au **XVIe siècle**, obtenant son **indépendance** en **1820** dans le cadre de la **Grande Colombie**, dont il est **sorti** comme son **propre État souverain** en **1830**. A la tête du pays de **2007 à 2017** (trois mandats consécutifs), le **président Correa** a **engagé** l'Équateur dans un **processus de profondes transformations sociales, économiques et politiques**, appelé "**révolution citoyenne**", avec pour objectif la lutte contre les inégalités, la modernisation de la "matrice productive" et la **réforme** institutionnelle. Bien que le **net recul de la pauvreté** (à 22,5 % de la population en 2014 contre 44,6 % en 2004) et l'**amélioration des conditions de vie des plus défavorisés** lui ait valu une grande popularité, mais n'en a pas moins subi de réelles difficultés. Créant la **surprise**, **M. Correa** a finalement annoncé en **2015**, qu'il **renonçait** à se **présenter** pour un **quatrième mandat** en 2017. Après une campagne difficile, **Lenin Moreno, dauphin de Rafael Correa, remporte** l'**élection présidentielle** le 2 avril 2017 avec 51,17% des voix.



L'Équateur a **connu une croissance forte** au début des **années 2000** (4,2% en moyenne annuelle). Toutefois, la **hausse du dollar**, monnaie officielle depuis mars 2000, combinée à la **chute du prix du pétrole** et à de nouvelles mesures de **restriction des importations** en soutien à la balance des paiements (mesures de sauvegardes entrées en vigueur le 11 mars 2015) ont fortement **ralenti la croissance**. L'**économie** équatorienne est **dépendante** des **cours mondiaux du pétrole** (40% des revenus de l'État et 60% des exportations). L'**agriculture et la pêche constituent également des secteurs dynamiques** : l'Équateur est le 1er exportateur mondial de bananes (un accord a été négocié à l'OMC sur ce sujet en 2009) et produit aussi des crevettes, du cacao, du thon, etc. Sur le **plan social**, le **chômage** (5,21% en 2016) et le **travail informel** (37%) **fragilisent la situation** des populations les plus **vulnérables, malgré** les nombreuses **subventions** (logement, scolarisation, etc.). La **pauvreté touche** particulièrement les **zones rurales et les populations indigènes**. Sur le plan de la politique économique, face à l'ampleur de l'**endettement du pays** (56,8% du PIB), le président Moreno a engagé une **politique de redressement des finances publiques**.

Le **prestige culturel** de la **France** demeure **important** en Équateur, où l'on **conserve le souvenir** des **travaux** de Charles-Marie **de la Condamine**, qui choisit au XVIIIe siècle la région de Quito pour y mesurer la longueur d'un arc de méridien à l'équateur. Le **rôle joué** par les **idéaux** de la **Révolution française** dans le **processus d'émancipation** de l'**Amérique latine** contribue également à la proximité entre les deux pays. La **francophonie** reste **présente** chez les **élites politiques et intellectuelles**. L'ensemble du **droit civil équatorien** est **inspiré** du **Code Napoléon**. De plus, il y a le dynamisme des **5 Alliances françaises** et ses 6000 étudiants inscrits en 2014 ; **développement de l'enseignement du français** : 8200 apprenants de français dans le système public équatorien. En octobre 2016 et en août 2017, la **ville de Quito** a **organisé** deux éditions de la "**Fiesta de la luz**" en **partenariat** avec la **fête des Lumières de Lyon**, qui connaît un succès (public estimé à 2,8 millions de spectateurs en 2017). Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté équatorienne en France** est de **5 000 personnes** tandis que la **communauté française en Équateur** est de **2 588 inscrits** en 2016.



États-Unis



États-Unis d'Amérique



Nature du régime : République constitutionnelle à régime présidentiel et fédéral

Chef de l'Etat : Donald John Trump (né le 14 juin 1946) puis Joe Biden (20 novembre 1942)



Superficie : 9 363 123 km². 4e rang mondial.

Capitale : Washington, D.C. (0,6 M. d'h.)

Villes principales (2010) : New York (8,4 M. d'h.), Los Angeles (3,9), Chicago (2,7)

Langues officielles : Les États-Unis n'ont pas de langue officielle. L'anglais est la langue maternelle d'environ 80 % de la population.

Monnaie : dollar américain, 1 Euro = 1,22 \$

Fête nationale : 4 juillet (Independance Day), indépendance vis-à-vis du Royaume-Unis en 1776



Population (estimation US Census 2020) : 329 millions d'habitants

Espérance de vie : 76 ans pour les hommes, 81 ans pour les femmes.

Taux de croissance démographique : Les États-Unis connaissent une forte croissance démographique : environ +1% par an. Les Hispaniques constituent désormais la 1ère minorité des États-Unis (18% de la population).

Taux d'alphabétisation : 97%

Religions : protestants (47%), catholiques (21%), juifs (1,9%), musulmans (0,9%). Pas de religion d'État. 85% des Américains se déclarent croyants.

Le territoire du pays était d'abord occupé par les Amérindiens ayant migré depuis l'Eurasie il y a environ 15 000 ans. La colonisation européenne débute au XVII^e siècle. Le 14 mai 1607, la colonie anglaise de Virginie est fondée ; par la suite, douze autres colonies britanniques sont fondées le long de la côte atlantique, tandis que d'autres puissances européennes explorent le reste du territoire américain. Une série de conflits entre les Treize Colonies et la Grande-Bretagne mènent à la guerre d'indépendance en 1775. La déclaration d'indépendance est proclamée le 4 juillet 1776, dans laquelle les treize colonies se fédèrent pour former les États-Unis d'Amérique, la première nation décolonisée du monde, reconnue par la Grande-Bretagne à la fin de la guerre en 1783. L'histoire contemporaine des États-Unis est marquée par la rivalité entre New York et Philadelphie, puis par la conquête de l'Ouest, les guerres indiennes et la guerre de Sécession. Au début du XX^e siècle, le pays devient une puissance industrielle qui a les moyens d'intervenir à l'extérieur de ses frontières. Il participe ainsi à la Première Guerre mondiale puis subit la Grande Dépression au début des années 1930. Vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale aux côtés des Alliés, les États-Unis deviennent une superpuissance mondiale qui est ensuite confrontée au système communiste de l'URSS et de ses alliés, pendant la "guerre froide".

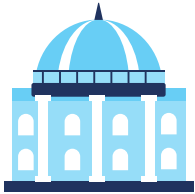


Sous l'effet de la pandémie, le PIB des États-Unis accuse une chute historique de 32,9 % au deuxième trimestre 2020. Les dépenses dans les services, un des secteurs les plus touchés par la crise, ont chuté de 43,5 % : les investissements privés ont baissé de 49 %. Sans surprise, les dépenses du gouvernement fédéral ont bondi de 17,4 %, en raison de l'aide financière apportée aux ménages et aux entreprises. En septembre 2020, le taux de chômage était de 7,9%, en baisse pour le cinquième mois consécutif, soit environ 12,6 millions de personnes sans emploi (Bureau of Labor Statistics, BLS). L'inflation est inférieure à l'objectif que s'était fixée la FED en début d'année, les prix ont progressé de 0,99% sur les douze derniers mois, la FED espérait une augmentation de 2%. Les taux directeurs, revus à la baisse en mars 2020 pour atteindre 0,25%, sont au plus bas depuis 2015. Les plans de sauvetage de l'économie vont faire bondir le déficit budgétaire à 16 % du PIB cette année (3.300 milliards de dollars) et la dette à 104,4 % du PIB en 2021 (en septembre 2020 à 98,2 %), selon les derniers calculs du CBO, l'office budgétaire du Congrès. La dérive des comptes publics avait déjà largement débuté avant la pandémie, mais celle-ci fait entrer les États-Unis dans une phase durable de finances publiques dégradées.

Les États-Unis sont le premier investisseur en France et la France est le 6^e investisseur aux États-Unis. Les 4 800 filiales d'entreprises françaises employaient 728 500 personnes aux États-Unis, faisant de la France la troisième source étrangère d'emplois aux États-Unis. Réciproquement, les 4 500 filiales d'entreprises américaines représentaient la première source étrangère d'emplois avec 495 500 salariés en France en 2017. D'après le "baromètre" de l'American Chamber of Commerce publié en 2020, plus de 75% des investisseurs américains ont une perception très positive de l'avenir économique de la France. En 2019, 1,84 million de touristes français se sont rendus aux États-Unis et 4,49 millions de touristes américains sont venus en France. S'agissant de la promotion de la langue française, le Français est la 6^e langue la plus parlée aux États-Unis et la 2^e langue étrangère la plus étudiée dans le système éducatif public (1,25 million d'élèves) et à l'université (200 000 étudiants). Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté américaine en France serait de 100 000 américains tandis que la communauté française résidente aux États-Unis est estimée à 300 000 personnes.



Grenade



Nature du régime : démocratie parlementaire

Chef de l'Etat : la Reine Elizabeth II, représentée par un gouverneur général, Mme Cecile Ellen Fleurette La Grenade (7 mai 2013)

Chef du Gouvernement : Dr Keith Mitchell, Premier ministre



Superficie : 340 km²

Capitale : Saint-Georges (33 700 habitants)

Villes principales : Grenville, Victoria

Langues officielles : anglais.

Langues courantes : créole français

Monnaie : Dollar des Caraïbes de l'est, 1 Euro = 3,29 XCD

Fête nationale : 7 février (fête de l'Indépendance, 1974)



Population (2018) : 111 454 habitants

Espérance de vie : 73,6 ans.

Taux de croissance démographique (2018) : 0,5 %.

Taux d'alphabétisation (2018) : 96 %

Religions : Protestants (49,2 %), catholiques (36 %), rastafari (1,2 %)

Avant l'arrivée des Européens dans les Amériques, la Grenade était habitée par les Arawaks indigènes et plus tard par les Caraïbes. À la suite de plusieurs tentatives infructueuses des Européens pour coloniser l'île en raison de la résistance des Caraïbes insulaires, la colonisation française a commencé en 1650 et s'est poursuivie durant le siècle suivant. Le 10 février 1763, la Grenade est cédée à la Britanniques par le traité de Paris. La domination britannique s'est poursuivie jusqu'en 1974. À partir de cette date le pays devient indépendant.



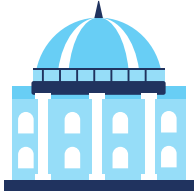
La Grenade, comme la plupart des pays de la région, pâtit d'une **fuite des cerveaux**. La Banque mondiale estimait qu'en 2005, **69,4 % de la population** de la Grenade avait émigré, principalement vers les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada. La diaspora est estimée à 180 000 personnes, dont 100 000 dans la région de New York. Le flux annuel des envois de fonds des émigrés pourrait atteindre **10 % du PIB**.

La France ne dispose pas d'ambassade à la Grenade, mais y est représentée par un **consul honoraire**. Par ailleurs, il existe une Alliance française. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté grenadienne en France est de 32 personnes tandis que la communauté française en Grenade est de **43 inscrits**.



Guatemala

République du Guatemala



Nature du régime : République unitaire dotée d'un régime de type présidentiel

Chef de l'Etat : M. Jimmy MORALES (depuis le 14 janvier 2016)



Superficie : 108 890 km²

Capitale (2018) : Ciudad de Guatemala (995 393 habitants)

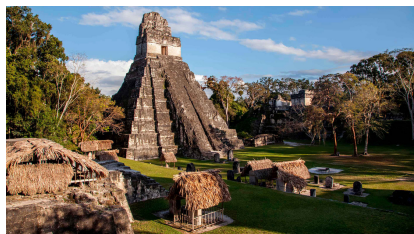
Villes principales : Mixco, Villa Nueva, Quetzaltenango, Escuintla

Langues officielles : espagnol.

Langues courantes : 23 langues autochtones (quiché, mam, cakchiquel...)

Monnaie : le Quetzal, 1 Euro = 9,48 Quetzal

Fête nationale : La fête nationale se tient le 15 septembre de chaque année, commémorant l'indépendance de l'autorité espagnole en 1821.



Population (2018) : 17,2 millions d'habitants

Espérance de vie (2018) : 73,7 ans.

Taux de croissance démographique : 1,9 %.

Taux d'alphabétisation (2012) : 78 %

Religions : catholiques (47 %), protestants évangélistes (40 %)

Le noyau de la **civilisation maya** est historiquement basé sur le territoire du Guatemala moderne. Au XVIe siècle, la majeure partie de cette zone a été conquise par les **Espagnols**. Le Guatemala a accédé à l'indépendance en **1821** en tant que membre de la République fédérale d'Amérique centrale (dissoute en 1841). Du milieu à la fin du XIXe siècle, le Guatemala a souffert d'une instabilité chronique et de troubles civils. À partir du début du XXe siècle, il a été dirigé par une **série de dictateurs** soutenus par la **United Fruit Company** et le gouvernement des **États-Unis**. En 1944, le dirigeant autoritaire Jorge Ubico a été renversé par un **coup d'État militaire pro-démocratique**, amorçant une révolution d'une décennie qui a conduit à des réformes sociales et économiques radicales. Un coup d'État militaire soutenu par les États-Unis en **1954** a mis fin à la révolution et installé une dictature. Ceci a enduré une guerre civile sanglante entre le gouvernement soutenu par les États-Unis et les rebelles de gauche. Depuis un accord de paix négocié par les Nations Unies, le Guatemala connaît la **paix politique**.



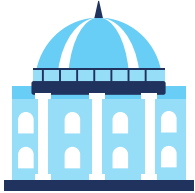
La violence demeure la préoccupation majeure des Guatémaltèques. Ses causes sont multiples : crime organisé, trafic de drogue, impunité, corruption, inégalités, pauvreté, ostracisation dont souffre la majorité indigène. Ce pays, fréquemment victime de catastrophes naturelles, est néanmoins riche en ressources touristiques, agricoles, hydriques et minières. Le Guatemala a été fortement affecté par l'éruption du volcan Fuego en juin 2018 (110 morts, plusieurs milliers de personnes sinistrées).

La coopération française s'appuie sur le réseau culturel des Alliances françaises à Guatémala, Quetzaltenango et Antigua, et du lycée Jules Verne accueillant plus de **950 élèves**. Près de 150 étudiants guatémaltèques sont inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur français, plaçant la France au 5e rang des pays d'accueil. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté guatémaltèque en France est de **1 088 personnes enregistrées** tandis que la communauté française au Guatemala est de **989 inscrits**, dont 42 % de binationaux.



Guyana

République Coopérative de Guyana



Nature du régime : République parlementaire

Chef de l'Etat : M. David Granger (26 mai 2015)



Superficie : 214 969 km²

Capitale : Georgetown (140 000 habitants)

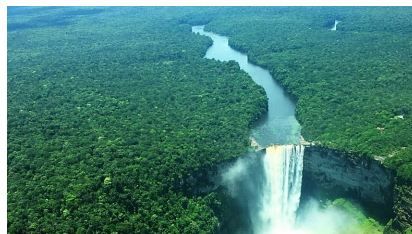
Villes principales : Linden, New Amsterdam

Langues officielles : espagnol.

Langues courantes : créole

Monnaie : Dollar guyanien, 1 Euro = 254,17 Dollar guyanien

Fête nationale : La fête nationale se tient le 26 mai, commémorant l'indépendance du Royaume-Uni en 1966.



Population (2017) : 777 859 habitants

Espérance de vie (2017, PNUD) : 66,8 ans.

Taux de croissance démographique (2017) : 0,6 %

Taux d'alphabétisation (CEPAL - Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2014) : 96,7 %

Religions : 57 % de chrétiens (anglicans, adventistes et catholiques), 33 % d'hindous, 9 % de musulmans

Historiquement dominée par les **tribus Lokono** et **Kalina**, la Guyane a été colonisée par les **Néerlandais** avant de passer sous contrôle **britannique** à la fin du XVIIIe siècle. Elle était gouvernée comme la **Guyane britannique**, avec une économie principalement de type **plantation** jusqu'aux années 1950. Il obtient son indépendance en **1966** et est devenu officiellement une **république au sein du Commonwealth des Nations** en 1970. L'héritage de la domination britannique se reflète dans l'administration politique du pays et sa population diversifiée, qui comprend des Indiens, des Africains, des Amérindiens, des Chinois, des Portugais, d'autres Européens, et divers groupes multiraciaux.



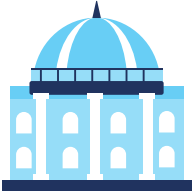
Le Guyana est l'un des pays au plus faible revenu par habitant d'Amérique du Sud (4648 USD en 2018). La base productive de l'économie reste peu diversifiée et repose essentiellement sur cinq produits et trois secteurs : les **mines** (or, 10,6 % du PIB ; bauxite, 1,4 % du PIB), **l'agriculture** (riz, 4,9 % du PIB ; sucre, 2,2 %) et la **sylviculture** (3,8 % du PIB). Les **transferts de fonds des émigrés**, concernant près de 500 000 Guyaniens dont 85 % de main d'œuvre qualifiée, représentent **11 % du PIB**. La récente **découverte** d'importantes réserves de **pétrole** estimées à près de **2,5 milliards de barils** pourrait transformer le pays à court terme. Le FMI anticipe une croissance de près de 30 % avec les premières mises en huile attendues pour 2020. Le PIB par habitant doublerait en six ans pour atteindre 10 815 USD en 2024 selon le FMI, rapprochant le Guyana du Brésil et de l'Argentine.

Les relations bilatérales entre la France et le Guyana sont essentiellement centrées sur les relations avec la Guyane française. Le Guyana est associé à certaines actions françaises de formation régionalisées dans le domaine de la lutte contre les trafics (narcotrafics essentiellement). Par ailleurs, des stages sont régulièrement organisés au Guyana dans le domaine de la police scientifique et en matière de sécurité civile. Un accord de 2004 fixe les conditions de la participation de détachements militaires français à des opérations conjointes d'entraînement sur le sol guyanien. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté française au Guyana est de 20 inscrits.



Haïti

République d'Haïti



Nature du régime : République de type présidentiel

Chef de l'Etat : président Jovenel MOISE



Superficie : 27 560 km²

Capitale (2015) : Port-au-Prince (987 310 habitants)

Villes principales : Cap-Haïtien, Gonaïves, Hinche, Jacmel

Langues officielles : le créole (langue parlée par la majorité de la population) et le français (langue d'apprentissage scolaire).

Monnaie : la gourde haïtienne, 1 Euro = 88,19 HTG

Fête nationale : Chaque 18 novembre, Haïti célèbre la bataille de Vertières qui, en 1803, a vu la victoire de l'armée indigène sur les troupes napoléoniennes, prélude à l'indépendance de la première République noire de l'Histoire le 1er janvier 1804.



Population (2017) : 10 981 000 habitants

Espérance de vie (2016) : 63,3 ans

Taux de croissance démographique (2017) : 1,22 %

Taux d'alphabétisation (PNUD, 2005-2013) : 48,68 %

Religions : 55 % catholiques, plus de 40 % protestants, mais la proportion est désormais inverse dans les grandes villes ; la pratique du vaudou reste dominante

L'île était à l'origine habitée par le **peuple indigène Taïno**, qui a émigré d'Amérique du Sud. Les premiers Européens sont arrivés le **5 décembre 1492** pendant le premier voyage de **Christophe Colomb**. Columbus a par la suite fondé la première colonie européenne dans les Amériques, **La Navidad**. L'île a été revendiquée par l'Espagne et nommée La Española, faisant partie de l'Empire espagnol jusqu'au début du XVIIe siècle. Cependant, la partie ouest de l'île a été cédée à la **France** en **1697**, qui l'a ensuite été nommée **Saint-Domingue**. Les colons français ont établi des plantations lucratives de **canne à sucre**, exploitées par un grand nombre d'esclaves amenés d'Afrique, ce qui a fait de la colonie l'une des plus riches du monde. Au milieu de la **Révolution française** (1789–1799), des



esclaves et des personnes libres de couleur lancent la **Révolution haïtienne** (1791–1804), dirigée par un ancien esclave et premier général noir de l'armée française, **Toussaint Louverture**. Après 12 ans de conflit, les forces de Napoléon Bonaparte ont été vaincues par le successeur de Louverture, **Jean-Jacques Dessalines** (futur empereur Jacques Ier), qui a déclaré la souveraineté d'Haïti le 1er janvier 1804 - la première nation indépendante d'Amérique latine et des Caraïbes, la deuxième république dans les Amériques, le premier pays à **abolir l'esclavage** (esclavage a été remplacé par du travail forcée, les populations n'ont pu voir de différence entre la liberté et l'esclavage), et le **seul État de l'histoire établi par une révolte d'esclaves réussie**.

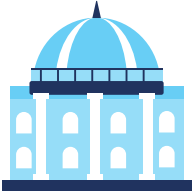
La volatilité politique et l'influence économique étrangère dans le pays ont poussé les États-Unis à occuper le pays de 1915 à 1934. Après une série de présidences de courte durée, François 'Papa Doc' Duvalier a pris le pouvoir en 1956, inaugurant une longue période de régime autocratique qui a été poursuivi par son fils Jean-Claude 'Baby Doc' Duvalier cela a duré jusqu'en 1986; la période a été caractérisée par la violence sanctionnée par l'État contre l'opposition et les civils, la corruption et la stagnation économique. Depuis 1986, Haïti tente d'établir un système politique plus démocratique. Depuis juillet 2018, le pays a connu plusieurs vagues de manifestations, suite notamment à l'annonce de la hausse des prix des carburants en juillet 2018. Ces manifestations et ces mouvements sociaux dénoncent la cherté de la vie et réclament des comptes sur la gestion de certains programmes d'aide (en particulier la gestion des fonds PetroCaribe, un programme de coopération vénézuélien de près de 4 milliards USD dont une partie des fonds aurait été détournée). Après plusieurs épisodes de manifestations et d'émeutes, notamment trois mois de troubles entre septembre et novembre 2019, une fragile accalmie a permis la reprise des activités, avant l'irruption de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Sur le plan politique, la situation reste incertaine. Depuis le 13 janvier de cette année, en l'absence de la tenue des élections générales prévues en octobre dernier, **le mandat de 119 députés et de 10 des 30 sénateurs haïtiens a pris fin**. La dégradation des conditions économiques du pays (inflation à 20 % et dépréciation de la gourde), ainsi que les troubles politiques, ont fortement impacté la **sécurité alimentaire d'Haïti**, pays très exposé aux catastrophes naturelles, notamment à cause de sa topographie (nombreux bassins versants et zones inondables) et d'un environnement dégradé (moins de 2 % de couverture forestière). **L'ONU estime que près d'un tiers de la population aura besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2020 et 2021.**



Honduras

République du Honduras



Nature du régime : République de type présidentiel

Chef de l'Etat et du gouvernement : M. Juan Orlando HERNANDEZ ALVARADO (27 janvier 2018)



Superficie : 112 492 km²

Capitale (INE en 2013) : Tegucigalpa (2 007 006 habitants)

Villes principales : San Pedro Sula (capitale économique), La Ceiba

Langues officielles : espagnol

Monnaie : Lempira 1 Euro = 29,53 Lempira

Fête nationale : La fête nationale se tient le 15 septembre commémorant l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne en 1821.



Population (2018) : 9 587 000 habitants

Espérance de vie (UNESCO, 2016) : 88 %

Taux de croissance démographique (2020) : 1,7 %

Taux d'alphabétisation (2017) : 73,8 ans

Population vivant en dessous du seuil de pauvreté : 63 % (Banque mondiale 2015)

Le Honduras abritait plusieurs **cultures mésoaméricaines** importantes, notamment les **Mayas**, avant la colonisation espagnole au XVI^e siècle. Les **Espagnols** ont introduit le **catholicisme romain** et la **langue espagnole** désormais prédominante, ainsi que de nombreuses coutumes qui se sont mélangées à la culture indigène. Le Honduras est devenu **indépendant** en **1821** et est depuis lors une **république**, bien qu'il ait constamment enduré beaucoup de conflits sociaux et d'instabilité politique, et reste l'un des pays les plus **pauvres** de l'hémisphère occidental.

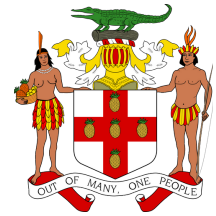


Les **dernières élections générales** (présidentielle, législatives et municipales), qui se sont tenues le 26 novembre 2017, ont ouvert une **période d'incertitudes** pour le Honduras. À la suite du scrutin, qui s'est déroulé **sans incidents majeurs** et fut placé **sous observation internationale**, les deux principaux candidats, **Salvador Nasralla** (parti d'opposition « Alliance d'opposition contre la dictature ») et le **président Hernandez** (Parti national) se sont chacun **déclarés vainqueurs** de l'élection avant la finalisation du décompte des voix. Les **premiers résultats** communiqués par le **Tribunal suprême électoral** (TSE) le lendemain du vote donnaient une avance notable du candidat **Nasralla**, qui a toutefois été progressivement **devancé** par le **président Hernandez** au fur et à mesure de l'avancée de la procédure de vérification des procès-verbaux. Des **manifestations** de partisans de l'**opposition** et des actes de violence ont eu lieu à travers le pays et le **gouvernement** a décrété un **état d'urgence** de dix jours avec instauration d'un couvre-feu. Le 17 décembre 2017, le **TSE**, après finalisation de l'examen des procès-verbaux litigieux, a **proclamé** le **président Juan Orlando Hernandez vainqueur** de l'élection présidentielle avec 42,95 % des voix devant Salvador Nasralla (41,42 % des votes).

Depuis la signature, en **1998**, de la **convention de réintroduction du français dans le cycle secondaire hondurien**, près de la moitié des moyens de coopération affectés par la France au Honduras sont consacrés au soutien à **l'enseignement du français**. La coopération française s'appuie sur un réseau dynamique (Alliances françaises de Tegucigalpa et de San Pedro Sula, lycée franco-hondurien). Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté hondurienne en France est d'environ **250 personnes** tandis que la communauté française au Honduras est de **287 inscrits**. Chaque année, **environ 12 000 français visitent ce pays** (essentiellement le site maya de Copán et îles de la baie).



Jamaïque



Nature du régime : Parlementaire de type britannique

Chef de l'Etat et du gouvernement : la Reine Elizabeth II, représentée par un Gouverneur général, Sir Patrick Linton Allen nommé le 26 février 2009.

Chef du Gouvernement : M. Andrew Holness, qui a remporté les élections législatives anticipées du 25 février 2016 (chef de la majorité parlementaire).



Superficie : 10 990 km²

Capitale : Kingston, 1 041 084 habitants

Villes principales : Portmore (182 000 habitants), Spanish Town (147 000 habitants), Montego Bay (110 000 habitants)

Langues officielles : anglais

Monnaie : dollar jamaïcain, 1 Euro = 174,55 JMD

Fête nationale : La fête nationale se tient le 6 août, commémorant l'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni en 1962.



Population (Banque mondiale 2017) : 2,89 millions d'habitants (outre une diaspora d'environ 3 millions de personnes installées aux Etats-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne).

Espérance de vie (2017) : 76,1 ans

Taux de croissance démographique (2017) : 0,31 %

Taux d'alphabétisation (Banque mondiale 2014) : 88,1 %

Religions : églises chrétiennes (anglicane, catholique, méthodiste, pentecôtistes et adventistes du 7e jour), cultes spiritistes et rastafarisme

Initialement **habité** par les peuples autochtones **Arawak** et **Taíno**, l'île est passée sous la **domination espagnole** après l'arrivée de Christophe Colomb en **1494**. De nombreux peuples autochtones ont été tués ou sont morts de maladies auxquelles ils n'étaient pas immunisés, et les Espagnols ont ensuite été **transplantés** de force un **grand nombre d'esclaves africains** à la Jamaïque comme ouvriers. L'île est restée une **possession** de l'**Espagne** jusqu'en **1655**, quand l'**Angleterre** (plus tard la Grande-Bretagne) l'a **conquis**, la **renommant** Jamaïque. Sous la **domination coloniale britannique**, la Jamaïque est **devenue** l'un des **principaux exportateurs de sucre**, avec une économie de plantation dépendante des esclaves africains et plus tard de leurs descendants. Les Britanniques ont complètement **émancipé** tous les **esclaves** en **1838**, et de nombreux affranchis ont choisi d'avoir des fermes de subsistance plutôt que de travailler dans des plantations. À partir des années **1840**, les Britanniques ont **commencé à utiliser** des **travailleurs chinois** et **indiens** sous contrat pour travailler dans les plantations. L'île a obtenu son **indépendance** du Royaume-Uni le **6 août 1962**.



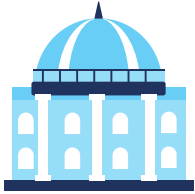
La Jamaïque est la **3e économie des Caraïbes**, et dépend fortement de la conjoncture étasunienne. Avec un **PIB de 15,4 milliards USD** en 2018 (FMI), elle représente **10 %** de la richesse créée par la **zone**. Les **services** comptent pour plus de **70 % du PIB**, et le **tourisme** et les **transferts monétaires** des migrants (remittances) pèsent respectivement **20 %** et **14 %** du PIB. Le secteur primaire, bien qu'en déclin, est également une source de revenus importante : l'agriculture (sucre de canne, bananes) représente 7 % du PIB. Quoique stable, la Jamaïque **souffre d'une très faible croissance** ces dernières années, en moyenne à **0,9 %** depuis. À moyen terme, le FMI estime qu'elle devrait atteindre 2 %. Malgré des réformes structurelles qui se mettent lentement en place, des contraintes structurelles significatives continuent de **peser** sur l'économie jamaïcaine dont la **criminalité** (la Jamaïque a le 4e taux d'homicide le plus important du monde) et la **lourdeur de la bureaucratie**. La **dette publique** a significativement baissé, et **devrait passer sous** la barre des **100 %** du PIB fin 2019 (à 99 %).

Il existe **deux accords** principaux entre la France et la Jamaïque, l'un d'**encouragement et de protection des investissements**, signé en janvier **1993**, et l'autre de **non-double imposition**, signé en août **1995**. Le dernier protocole financier remonte à 1997. Les **entreprises françaises** sont présentes dans le secteur des infrastructures. **CMA-CGM** a choisi le port de Kingston comme **hub régional** et a signé en avril 2015 un contrat avec l'Autorité portuaire de la Jamaïque, lui accordant la **concession** pour une durée de **30 ans** du terminal à conteneurs du port de Kingston. D'un montant total de **660 millions d'euros**, cette opération va faire de Kingston l'**un des cinq principaux ports des Caraïbes**. CMA CGM s'engage à effectuer des travaux de dragage permettant l'accostage de navires porte-conteneurs aux normes New Panamax. Selon le Ministère des Affaires étrangères, **108 français** dont **105 bi-nationaux** vivent en Jamaïque.



Mexique

États-Unis mexicains



Nature du régime : République fédérale présidentielle

Chef de l'Etat : Andrés Manuel Lopez Obrador (né le 13 novembre 1953)



Superficie : 1 972 547 km²

Capitale : Ville de Mexico (20,8 M habitants)

Langues officielles : espagnol

Langues courantes : Nahuatl (1,5 million) ; Maya (800 000) ; Mixtèque (510 000) ; Zapotèque (505 000)

Monnaie : peso mexicain, 1 Euro = 24,56 Peso mexicain

Fête nationale : 16 septembre (commémoration du début du soulèvement du 16 septembre 1810 qui a conduit à la proclamation de l'Indépendance en 1821).



Population (2018) : 126 190 788 d'habitants

Espérance de vie (2017) : 75 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 1,126 %

Taux d'alphabétisation : 95,38 %

Religions : 84 % catholiques, 10 % protestants ; un syncrétisme s'opère entre des croyances issues des cultures indiennes et l'expression populaire du catholicisme.

Le **Mexique précolombien** retrace ses origines à **8 000 avant J.-C.** et est identifié comme l'un des six berceaux de la civilisation ; il abritait de **nombreuses civilisations mésoaméricaines** avancées (les **Mayas** et les **Aztèques**). En **1521**, l'**Empire espagnol** a **conquis** et **colonisé** le **territoire**. L'Église catholique a joué un rôle important dans la conversion de millions d'habitants autochtones. Ces **populations** ont été fortement **exploitées** pour exploiter de **riches gisements de matériaux précieux**. Le Mexique est devenu un **État-nation indépendant** après la guerre d'indépendance mexicaine réussie contre l'Espagne en **1821**. La guerre d'indépendance du Texas en 1836 et la guerre américano-mexicaine ont entraîné d'énormes pertes territoriales dans le nord peu peuplé du Mexique, contigu aux États-Unis. Les réformes nouvellement instituées, qui accordaient une **protection aux communautés autochtones** et **limitaient le pouvoir de l'armée et de l'Église**, ont été **inscrites** dans la **Constitution** de **1857**. Cela a déclenché la guerre de la Réforme et l'intervention française. **Maximilian Habsburg** a été installé comme empereur par la France et **Benito Juárez** maintenu un gouvernement républicain opposé en exil. Les décennies suivantes ont été marquées par l'**instabilité** et la **dictature** de Porfirio **Díaz**. Le Porfiriato s'est terminé avec la **Révolution mexicaine en 1910** et la faction constitutionnaliste gagnante a rédigé une nouvelle **Constitution de 1917**. L'**assassinat d'Alvaro Obregón** en 1928 a conduit à la **formation du Parti révolutionnaire institutionnel** en 1929, sous lequel le Mexique était de facto un État à **parti unique** jusqu'en **2000**.



Quinzième économie mondiale, membre du **G20** et de l'**OCDE**, le Mexique est la **deuxième puissance économique en Amérique latine**. La croissance mexicaine jusque-là régulière bien que modérée, connaît un net ralentissement en 2019. Les conséquences économiques de la **crise sanitaire de la pandémie de la covid-19** conduiront probablement à une **récession historique en 2020**, évaluée à -7,5 % par la Banque mondiale qui s'attend également à un rebond en 2021 (+3 %). Les fondamentaux économiques restent solides, malgré une croissance continue de l'**endettement** et les **incertitudes liées aux positions de Donald Trump** (sur les questions commerciales et migratoires et les droits de douane). L'**accord tripartite entre les États-Unis, le Canada et le Mexique** signé le 10 décembre 2019 (USMCA pour son sigle en anglais) vise à remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et **est entré en vigueur à l'été 2020**.

Les **relations franco-mexicaines, anciennes**, ont été **ré-affirmées** à l'occasion des visites d'État croisées des présidents Hollande à Mexico (avril 2014) et Peña Nieto en France (juillet 2015). Elles sont désormais **inscrites** dans le **cadre** d'un **partenariat stratégique**, qui s'est incarné par la conclusion de **plus d'une centaine d'accords** entre nos deux pays en deux ans, dans tous les champs de la coopération. Environ **500 entreprises françaises** y sont **implantées** (dont la plupart de nos grands groupes), elles **emploient** près de **150 000 personnes**. En 2016, la **France** est le **11e fournisseur mondial** et le **4e fournisseur européen du Mexique** (derrière l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie), avec une part de marché qui se maintient autour de 1 %. Les **échanges franco-mexicains** ont **augmenté continuellement** depuis **2009** et ont connu un nouveau **record** en **2016**, dépassant les 6 Mds € : 3,7 Mds € d'exportations, pour 2,5 Mds € d'importations. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté mexicaine en France** est de **12 000 personnes** en 2011 tandis que **20 294 Français** sont **inscrits au Mexique**. L'ambassade de France et le consulat général sont basés à Mexico. 18 agences consulaires couvrent le pays.



Nicaragua

République du Nicaragua



Nature du régime : République unitaire dotée d'un régime présidentiel
Chef de l'Etat : Daniel Ortega



Superficie : 129 494 km²
Capitale : Managua (1 millions d'habitants)
Langues officielles : espagnol
Langues courantes : espagnol, anglais, miskito, sumu, rama (sur la côte caraïbe)
Monnaie : Córdoba, 1 Euro = 42,65 Cordoba
Fête nationale : commémoration de l'indépendance vis-à-vis de l'Espagne, acquise le 15 septembre 1821. Les célébrations de l'indépendance s'étendent sur plusieurs jours.



Population (2018) : 6,46 millions
Espérance de vie (2015) : 75 ans
Taux de croissance démographique : 1,3 %
Taux d'alphabétisation : 78 %
Religions : 58 % catholiques, 23 % évangéliques

Habitée à l'**origine** par **diverses cultures autochtones** depuis l'Antiquité, la région a été **conquise** par l'**Empire espagnol** au **XVI^e siècle**. Le Nicaragua a obtenu son **indépendance** de l'Espagne en **1821**. La **côte des moustiques** a suivi un chemin historique différent, étant colonisée par les Anglais au XVII^e siècle et passant plus tard sous la domination britannique. Il est **devenu un territoire autonome** du **Nicaragua** en **1860** et sa partie la plus septentrionale a été transférée au Honduras en 1960. Depuis son **indépendance**, le Nicaragua a **connu** des **périodes** de **troubles politiques**, de **dictature**, d'**occupation** et de **crise fiscale**, notamment la **révolution nicaraguayenne** des années **1960** et **1970** et la **Contra War des années 1980**. Lors du scrutin présidentiel du 6 novembre 2016, **Daniel Ortega** (FSLN) a été **réélu** pour un **quatrième mandat présidentiel** avec **72,5 %** des voix. Depuis le 18 avril **2018**, le Nicaragua connaît une situation de **crise** importante après le déclenchement d'un **mouvement de contestation du pouvoir** en place, à la suite de l'annonce d'un projet de **réforme de la sécurité sociale** (depuis annulé). Le **bilan humain** de cette contestation est lourd : près de **325 morts** et plus de **2000 blessés**. Une **commission de dialogue national** a été créée le 17 mai, placée sous la médiation de **l'église**, afin de travailler à une sortie de crise.



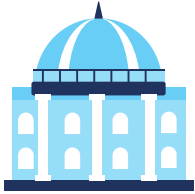
Avant la crise, le Nicaragua bénéficiait d'une **économie** relativement **dynamique**, avec une **croissance notable**, une part importante d'**investissements directs étrangers** dans l'économie, des avantages compétitifs (coûts salariaux faibles, mécanismes d'incitation fiscale), ainsi qu'un bon soutien des bailleurs internationaux et du FMI. La **crise politique** que traverse le pays **affecte** durablement les **perspectives économiques** (croissance négative en 2018). La **pauvreté** demeure très **présente (42 % de la population)** et les indicateurs sociaux du Nicaragua sont parmi les plus faibles d'Amérique latine. Les transferts financiers des migrants conservent leur dynamisme (11,4% du PIB du Nicaragua en 2018 avec près de 1,5 Md\$, en hausse constante depuis 2010). Le président **Ortega** a **signé un accord** en **2014** avec une **entreprise chinoise** de télécommunications, HKND, **en vue de construire un canal interocéanique au Nicaragua** (coût estimé à 50 Mds USD). La construction **devait officiellement débuter** le 22 décembre **2014** mais le début des travaux a été **repoussé sine die**, ce qui compromet toute avancée du projet à ce stade.

Les **échanges économiques** entre la France et le Nicaragua sont **limités**. Plusieurs sociétés disposent de bureaux de représentation à Managua (Alcatel, Air France, l'Oréal, Peugeot, Renault, Sanofi). Près de **1 300 élèves étudient** à l'**Alliance française de Managua** et dans ses deux annexes à Léon et à Granada. L'Alliance française **joue un rôle de centre culturel européen dans la capitale** nicaraguayenne. Le lycée franco-nicaraguayen Victor Hugo de Managua scolarise actuellement 278 élèves. Une **dizaine d'étudiants nicaraguayens partent chaque année en France** en tant qu'assistants de langue espagnole et une quarantaine de Nicaraguayens fréquentent les universités françaises. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté nicaraguayenne en France** est de **300** inscrits.



Panama

République du Panama



Nature du régime : République démocratique unitaire (système parlementaire monocaméral)

Chef de l'Etat : Laurentino Cortizo Cohen



Superficie : 75 517 km²

Capitale : Panama

Langues officielles : espagnol

Langues courantes : espagnol (85 % de la population dont 14 % parlent aussi anglais) et langues amérindiennes (15 %)

Monnaie : balboa, 1 Euro = 1,23 Balboa

Fête nationale : 3 novembre (indépendance, séparation de la Colombie)



Population (2018) : 4, 17 millions d'habitants

Espérance de vie (2016) : 78 ans

Taux de croissance démographique : 1,7 %

Taux d'alphabétisation (2011) : 94 %

Religions : catholiques (72 %), protestants évangéliques (19 %)

Le Panama était **habité** par des **tribus indigènes** avant l'**arrivée** des colons **espagnols** au **XVI^e siècle**. Il s'est **détaché** de l'**Espagne** en **1821** et a **rejoint** la **République de Gran Colombia**, une union de Nueva Granada, de l'Équateur et du Venezuela. Après la **dissolution de la Gran Colombia** en **1831**, le **Panama** et **Nueva Granada** sont finalement devenus la **République de Colombie**. Avec le **soutien** des **États-Unis**, le **Panama** a fait **sécession** de la **Colombie** en **1903**, permettant à l'**US Army Corps of Engineers** de terminer la construction du canal de Panama entre 1904 et 1914. Les **traités Torrijos-Carter** de **1977** a conduit au **transfert** du **canal des États-Unis au Panama** le 31 décembre 1999. Le territoire environnant a été transféré en 1979. Les Panaméens ont **élu** le 5 mai **2019** Laurentino (« Nito ») **Cortizo Cohen** (Parti révolutionnaire démocratique – PRD, gauche) **président de la République du Panama**, avec près de 33 % des voix, succédant ainsi à Juan Carlos Varela (Parti panaméiste – droite). Sa **campagne fut axée** sur la **lutte contre la pauvreté** et la **réduction des inégalités**, avec un programme gouvernemental tourné vers le renforcement de l'éducation publique, la modernisation de l'agriculture familiale, le développement de l'accès aux soins et la refonte du système de protection sociale.



Pays de services et de transit, le Panama est l'économie latino-américaine qui a connu la croissance la plus forte (8 % annuels en moyenne) au cours des dix dernières années. L'économie du Panama **repose** sur **trois piliers** : la **zone franche de Colón** (2^e plate-forme de redistribution de biens de consommation au monde et dont la France est le 1^{er} fournisseur européen), le **Centre bancaire international** (100 banques / 82 Mds USD d'actifs) et les **services maritimes** (canal et infrastructures portuaires). Les **atouts** indéniables de ce pays sont sa **situation géographique**, l'**activité stratégique de son canal** (5 % du trafic maritime mondial), mais aussi son **économie dollarisée**.

La **naissance de l'État de Panama** étant **indissociable** de la **construction du canal**, l'œuvre de notre compatriote **Ferdinand de Lesseps** constitue un patrimoine commun. Outre notre proximité sur de très nombreux sujets multilatéraux, notre relation s'articule principalement autour de deux priorités : la **diplomatie économique** et la **coopération dans les domaines de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur**. La France et le Panama s'**opposent** toutefois sur les **questions de transparence financière** : par arrêté en date du 8 avril 2016, le ministère des Finances et des Comptes publics a décidé de **réinscrire le Panama** sur la **liste française des États non coopératifs (ETNC) en matière fiscale** ; cette mesure a pris effet le 1^{er} janvier 2017. Le Panama a également publié en juin 2018 le décret activant avec la France l'échange automatique d'informations à des fins fiscales. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté panaméenne en France est de 90 personnes** tandis que la **communauté française au Panama est de 1 296 personnes** (a triplé depuis 2005).



Paraguay

République du Paraguay



Nature du régime : régime parlementaire
Chef de l'Etat : Mario Abdo Benítez (né le 10 novembre 1971)



Superficie : 400 000 km²
Capitale : Assomption (500 000 habitants)
Langues officielles : espagnol
Langues courantes : espagnol et guarani
Monnaie : Guarani, 1 Euro = 8399,22 Guarani
Fête nationale : 15 mai (jour de l'indépendance 15 mai 1811)



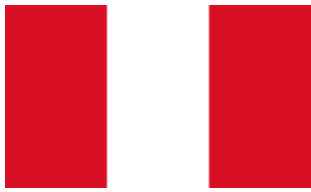
Population (2018) : 7 millions d'habitants
Espérance de vie (2018) : 73,2 ans
Taux de croissance démographique (2018) : 1,3 %
Taux d'alphabétisation : 95 %
Religions : catholique à 90 %

Les **conquistadores** espagnols sont arrivés en **1524** et, en 1537, ont fondé la ville d'Asunción, première capitale du gouvernorat du Río de la Plata. Pendant le **XVII^e siècle**, le Paraguay était le **centre des missions jésuites**, où le peuple natif de Guaraní a été converti au christianisme et a introduit la culture européenne. Après l'expulsion des jésuites des territoires espagnols en 1767, le Paraguay est devenu de plus en plus une colonie périphérique, avec peu de centres urbains et de colons. Après l'**indépendance de l'Espagne** au début du **XIX^e siècle**, le Paraguay était **gouverné** par une **série de gouvernements autoritaires** caractérisés par des politiques **nationalistes, isolationnistes** et **protectionnistes**. Cette période s'est terminée par la **désastreuse guerre du Paraguay** (1864-1870), au cours de laquelle le pays a **perdu la moitié de sa population** d'avant-guerre et **environ 25 à 33% de son territoire** au profit de la Triple Alliance de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay. Au **XX^e siècle**, le Paraguay a été **confronté** à un autre conflit international majeur - la **guerre du Chaco** (1932-1935) contre la Bolivie - dans lequel il a prévalu. Par la suite, le **pays** a **subi** une **succession de dictatures militaires**, culminant avec le régime de 35 ans d'**Alfredo Stroessner**, qui a duré jusqu'à son **renversement** en **1989** par un **coup d'État militaire interne**. Cela a marqué le début de l'ère démocratique du Paraguay, qui se poursuit encore aujourd'hui.



Le Paraguay, **pays classé** parmi les plus **pauvres** d'Amérique du Sud (PIB/hab. de 5 680 USD en 2018), a connu une **croissance très modeste** au cours des décennies **1980** et **1990**, avec une récession annuelle de 2 % en moyenne entre 1998 et 2002. Le pays a ensuite bénéficié d'une **période de croissance forte** et régulière de 4,5 % en moyenne **entre 2003 et 2017**. L'**activité économique** du pays **repose** principalement sur **l'agriculture** (3^e exportateur mondial de soja ; oléagineux) et l'élevage (5^e exportateur mondial), dont les produits représentent la majeure partie des exportations. Elle s'appuie également sur la **production d'électricité hydraulique** des barrages binationaux d'Itaipú (Brésil) et Yacyreta (Argentine), dont le Paraguay exporte la plus grande partie vers le Brésil et l'Argentine. Le **gouvernement Cartes** a fait de la **stabilité budgétaire** une **priorité** en faisant adopter **une loi de responsabilité fiscale** fixant un plafond de déficit à 1,5 % du PIB. Cet **objectif** est **respecté** depuis 2016 (-0,7 % du PIB en 2018). La **stabilité financière** passe également par un **processus d'augmentation de la pression fiscale** sur les **entreprises** (qui ne représente que 11 % du PIB, pourcentage le plus faible du continent). Le gouvernement **mise** également **sur la loi de Partenariat public privé** (PPP) votée fin 2013, en soulignant le faible risque que représente pour le secteur privé l'investissement dans des infrastructures et services publics indispensables et rentables.

La **coopération éducative** et **linguistique** avec le Paraguay se développe à travers le **programme national de bourse BECAL**, qui vise à octroyer 1 500 bourses aux meilleurs étudiants paraguayens afin d'aller étudier dans l'un des 350 meilleurs établissements universitaires du monde. En 2017-2018, la **France** a **accueilli 150 étudiants paraguayens**. La coopération s'appuie localement sur le dynamisme de l'**Alliance française d'Assomption** (plus de 1600 étudiants) et du **lycée français international Marcel Pagnol** (577 élèves, dont 132 élèves français). Ces deux institutions ont connu ces dernières années une **modernisation importante**. La **salle Molière de l'Alliance française**, qui fut le **seul lieu de débat intellectuel sous la dictature**, a été **renovée** en 2010. Le Lycée, qui ne comptait que 260 élèves en 2007, développe un nouveau projet immobilier qui pourrait lui permettre d'atteindre le nombre de 700 élèves. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté paraguayen en France** est de **500 personnes** tandis que **1 300 français** vivent au **Paraguay**.



Pérou

République du Pérou



Nature du régime : régime présidentiel
Chef de l'Etat : M. Francisco Rafael SAGASTI HOCHHAUSLER



Superficie : 1 285 220 km²
Capitale : Lima (10 millions d'habitants)
Langues officielles : espagnol
Langues courantes : le quechua, l'aymara et les langues amazoniennes sont également pratiquées
Monnaie : nouveau sol péruvien, 1 Euro = 4,43 sol péruvien
Fête nationale : 28 juillet (indépendance le 28 juillet 1821)



Population (2019) : 32 millions
Espérance de vie : 76 ans
Taux de croissance démographique : 1,7 %
Taux d'alphabétisation : 94,2 %
Religions : catholiques (estimé à 85 %), évangéliques (estimé à 15 %)

Le territoire péruvien abritait plusieurs **cultures anciennes**. Allant de la civilisation **Norte Chico** à partir de 3 500 avant notre ère, la plus ancienne civilisation des Amériques et l'un des cinq berceaux de la civilisation, à l'**Empire Inca**, le plus grand état des Amériques précolombiennes, le territoire comprenant maintenant le Pérou possède **l'un des plus longues histoires de civilisation** de tous les pays, remontant au IV^e millénaire avant notre ère. L'**Empire espagnol** a **conquis** la région au **XVI^e siècle** et a établi une **vice-royauté** qui englobait la plupart de ses territoires sud-américains, avec sa capitale à **Lima**. Le Pérou a proclamé officiellement son **indépendance** en **1821**, et après les campagnes militaires étrangères de José de San Martín et Simón Bolívar, et la bataille décisive d'Ayacucho, le Pérou a **achevé** son **indépendance** en **1824**. Au cours des années suivantes, le pays jouit d'une relative stabilité économique et politique, qui prit fin peu avant la **guerre du Pacifique** (1879-1884) avec le **Chili**. Tout au long du **XX^e siècle**, le **Pérou** a subi des **conflits territoriaux armés**, des **coups d'État**, des **troubles sociaux** et des **conflits internes**, ainsi que des périodes de stabilité et de reprise économique. **Alberto Fujimori** a été élu à la **présidence** en **1990** ; son gouvernement a été crédité de la **stabilisation économique** du Pérou et de la **fin réussie de l'insurrection du Sentier lumineux**. Fujimori a quitté la présidence en 2000 et a été accusé de violations des droits de l'homme et emprisonné jusqu'à sa grâce par le président Pedro Pablo Kuczynski en 2017. Même après le régime du président, les partisans de Fujimori ont appelé Fujimoristas, ont provoqué des troubles politiques pour toute faction opposée au pouvoir, entraînant même la démission de Pedro Pablo Kuczynski en mars 2018.



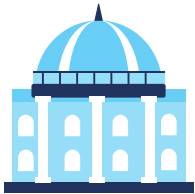
Économie de taille moyenne avec un PIB de 222 Mds USD en 2018, le Pérou est parvenu à maintenir une **croissance économique soutenue** après la fin de la « décennie dorée » des matières premières (2005-2014), contrairement à la plupart de ses voisins. Le pays présente encore des **faiblesses prononcées**, notamment de **fortes disparités sociales, ethniques et géographiques**, et un **poids excessif de l'économie informelle** (70 % de la population active pour 20 % du PIB). Trois zones coexistent : une **économie moderne située à Lima** (plus d'un tiers du PIB) ; **les villes de la côte qui ont bénéficié du boom des années fastes** ; et une **économie de subsistance** dans les zones rurales de la « **sierra** » (les Andes) et de la « **selva** » (l'Amazonie, qui couvre 60 % du territoire). Le **secteur minier** représente un **pilier de l'économie** (9 % du PIB, 58 % des exportations en 2018) en même temps qu'un **facteur de dépendance**. Du fait notamment de ses faiblesses structurelles, le **Pérou** fait partie des **pays les plus touchés** au monde par la pandémie de **Covid-19**, atteignant même la **première place pour le taux de mortalité**. Les **perspectives de croissance** ne cessent de se **dégrader** : -13,9 % pour 2020 selon le FMI en juin, contre +3,2 % en janvier 2020. **L'exécutif** a proposé **plusieurs plans de résilience** et de **relance** ainsi qu'un programme de grands travaux pour faire face aux conséquences économiques de la crise.

Les **relations** franco-péruviennes sont traditionnellement **amicales**. Elles ont été particulièrement **riches** entre **2012** et **2016** pendant le mandat du président **Humala**, **francophone** et **francophile**, avec notamment trois visites en France et une visite du président François Hollande au Pérou en 2016, qui ont permis de resserrer nos liens dans tous les domaines. Sur le plan bilatéral, notre **coopération éducative, scientifique, universitaire et culturelle** est globalement dynamique. Le **Pérou est le 76^e partenaire commercial mondial de la France** et le 8^e sur le continent américain. Les **échanges commerciaux** entre la France et le Pérou **représentent** en 2019 un total de **786 M EUR**, en hausse ces dernières années du fait de l'augmentation de nos importations d'hydrocarbures et de nos achats de produits agricoles et agroalimentaires. Les **exportations françaises**, constituées à **97 % de produits manufacturés** (produits chimiques, parfums et cosmétiques, produits pharmaceutiques) sont **peu significatives**. Notre déficit a ainsi presque triplé en trois ans et s'élève à 356 M EUR en 2019, soit le premier déficit sur le continent. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté péruvienne en France** est **estimée à 10 000 personnes** tandis que **3 888 français** vivent **au Pérou**.

Saint-Christophe-et-Niévès



Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès



Nature du régime : démocratie parlementaire

Chef de l'Etat : la Reine Elizabeth II, représentée par un gouverneur général, Sir Samuel Weymouth Tapley Seaton (depuis le 1er septembre 2015)



Superficie : 260 km²

Capitale : Basseterre (10 443 habitants)

Villes principales : Sandy Point et Cayon à Saint-Christophe, Newcastle sur Niévès

Langues officielles : anglais

Langue courante : créole kitticien (à base d'anglais)

Monnaie : Eastern Caribbean dollar, 1 Euro = 3,28 XCD

Fête nationale : 19 septembre (fête de l'Indépendance, 1983)



Population (2018) : 52 441 habitants

Espérance de vie (2019) : 74,6 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 0,8 %

Taux d'alphabétisation (2018) : 97,80 %

Religions : catholiques, protestants, anglican

Le nom des **premiers habitants**, les peuples pré-Arawakan qui se sont installés dans les îles il y a peut-être 3000 ans, n'est **pas connu**. Ils ont été **suivis** par les peuples **Arawak**, ou Taíno, environ **1000 avant J.-C.** Christophe **Colomb** arrive sur ces îles en **1493**. L'île de **Saint-Christophe** est brièvement **colonisée** à partir de **1538** par des **huguenots français** avant qu'ils n'en soient chassés par les Espagnols. Une **colonie anglaise** est **fondée** à proximité en bonne entente en **1624** par le capitaine Thomas Warner. Après de bonnes relations initiales, les colons massacrent deux ans plus tard les derniers Caraïbes. Une **colonie française** **s'établit** essentiellement sur l'**île de la Tortue**. Par la suite, la France et la **Grande-Bretagne** continuent de se **disputer** Saint-Christophe, et c'est cette dernière qui en prend le **contrôle définitif en 1713**. En **1967**, **Saint-Christophe-et-Niévès** devient, avec **Anguilla**, un **État associé à la couronne britannique**, avec une totale autonomie interne. Mais en **1971**, **Anguilla** se **rebelle** et obtient le droit de faire **sécession**. En 1981, Saint-Christophe-et-Niévès adhère à l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS). **Saint-Christophe-et-Niévès** parvient à **l'indépendance** le 19 septembre **1983**, en tant que **royaume du Commonwealth**. En août 1998, un référendum tenu à Niévès pour se séparer de Saint-Christophe manque de peu d'atteindre la majorité des deux tiers requise. Le **pays** s'est **illustré** ces dernières années dans le **domaine de l'athlétisme**. En 2003, le sprinteur Kim Collins a remporté le 100 mètres lors des championnats du monde d'athlétisme à Saint-Denis, en France. En septembre 2011, Kim Collins a remporté la médaille de bronze sur 100 m et il l'a également remportée avec les relayeurs du 4 × 100 m lors des championnats du monde de Daegu.



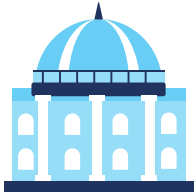
Depuis le **démantèlement** en **2005** de l'industrie de la **canne à sucre**, qui a constitué pendant plusieurs siècles la principale production de Saint-Christophe, **l'économie** est aujourd'hui essentiellement **tournée** vers le **tourisme**, la **construction** et les **services financiers**. À la suite de la crise internationale, et après trois années de déclin, **l'économie** a renoué avec la **croissance** en 2013 (+5,82 %). Les autorités de Saint-Christophe-et-Niévès ont mis en œuvre l'ensemble de l'agenda des réformes structurelles, contrepartie de l'accord de confirmation signé le 27 juillet 2011 avec le FMI (85 millions USD sur trois ans représentant 15 % du PIB). Le **secteur bancaire** est très **important**, avec des **actifs représentant plus de 350 % du PIB** et 20 % du total de l'actif du secteur bancaire des pays de l'OECS. **Six banques commerciales** sont **présentes**, **trois locales** et **trois canadiennes** (Scotiabank, CICB et Royal Bank of Canada). Pour sa part, le secteur financier non-bancaire est composé de quatre coopératives de crédit (actifs représentant 10 % du PIB) et de seize compagnies d'assurance. Pour favoriser l'activité économique du pays, Saint-Christophe-et-Niévès a mis en place une procédure d'obtention de la nationalité pour les citoyens qui investiraient dans ce territoire. **Saint-Christophe-et-Niévès** a été **inscrit** sur la **liste grise européenne des juridictions non coopératives en matière fiscale** le 25 mai **2018**. À la suite des engagements mis en œuvre par le gouvernement, le pays a été **retiré** de cette liste le 18 février **2020**.

L'entreprise française **Terranov**, basée en Guadeloupe, a élaboré un **projet** de **développement** de la **filière géothermique** désormais bien avancé. Il s'inscrit dans le **cadre** d'un **projet d'énergie renouvelable** (géothermique) et **numérique** impliquant les Îles Sous-le-vent : production d'énergie géothermique à Saint-Christophe et à Saba acheminée par câble sous-marin (incluant des vecteurs numériques) vers Saint-Martin et éventuellement Saint-Barthélemy. Un **accord** de **coopération culturelle, scientifique et technique** a été signé le 16 décembre **1988** mais **l'essentiel** de **l'aide** française au développement **passé** par le canal de **l'Union européenne**. Une Alliance française fonctionne à Basseterre et compte aujourd'hui 110 étudiants. La coopération culturelle et éducative s'opère au travers du programme **Passeport for French Education** ainsi que par le **projet FSPI IFLE CARICOM** (0,8 million d'euros) qui permet de développer trois axes de coopération : **linguistique, entrepreneurial et culturel**. La France ne dispose **pas d'ambassade à Saint-Christophe-et-Niévès**, mais y est **représentée** par un **consul honoraire**. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté saint-christophienne** en **France** est de **146 personnes** tandis que la **communauté française** (registre au 31/12/19) est de **24 inscrits**.



Sainte-Lucie

Saint Lucia



Nature du régime : régime parlementaire
Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée par un gouverneur général, Sir Emmanuel Neville CENAC depuis le 12 janvier 2018.



Superficie : 610 km²
Capitale : Castries (6 041 habitants)
Villes principales : Gros Ilet, Vieux-Fort, Micoud
Langues officielles : créole français
Langue courante : créole kitticien (à base d'anglais)
Monnaie : Dollar des Caraïbes de l'est, 1 Euro = 3,28 XCD
Fête nationale : 22 février (fête de l'Indépendance, 1979)



Population (2018) : 181 889 habitants
Espérance de vie (2018) : 76,1 ans
Taux de croissance démographique (2018) : 0,5 %
Taux d'alphabétisation (2018) : 94,80 %
Religions : catholiques (80 %), anglicans, protestants, adventistes

L'île de Sainte-Lucie est **habitée** par un peuple d'Amérindiens des Antilles **environ un millier d'années av. J.-C.** : les **Arawaks**. Au **IXe siècle**, les **Kalinago** y deviennent **majoritaires**. Nommée « **Iouanalao** », un nom qui **signifierait « le pays des iguanes »**, par la population autochtone, elle est **baptisée « Sainte-Lucie »**, en l'honneur de **Lucie de Syracuse**, par des **marchands espagnols** qui la découvrent au début du **XVIe siècle**. Les Européens essaieront ensuite progressivement de s'y implanter mais sans succès. C'est la **France** qui commença à **établir** une réelle **colonie** et signa un **traité avec les Kalinago en 1660**. Néanmoins, l'île fut tout au long des **XVIIe et XVIIIe siècles** principalement **disputée** entre la **France** et le **Royaume-Uni**, lequel en **obtient** le **contrôle** complet en **1814**, avec le traité de Paris. Un **gouvernement représentatif local** est mis en place en **1924**. Le **pays** devient **indépendant** le **22 février 1979**, en **tant que royaume du Commonwealth**. Il adhère à l'**Organisation des États de la Caraïbe orientale** en **1981**. Sainte-Lucie est membre de l'**Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA)** depuis 2013.



Sainte-Lucie se situe dans la **tranche supérieure** des **pays à revenu intermédiaire**. Le pays présente toutes les caractéristiques d'un **petit État insulaire** en **développement**, dont une faible assise économique et une grande vulnérabilité aux fluctuations extérieures comme aux catastrophes naturelles. Son **économie, fondée traditionnellement** sur **l'agriculture** (bananes et autres cultures), **repose** désormais sur un **secteur des services axé sur le tourisme**, en plein essor, sur les **activités bancaires** et sur un **petit secteur manufacturier**. Le pays connaît toutefois un **taux de chômage important** mais non véritablement mesuré. Le **13 mars 2018**, ayant tenu des engagements jugés suffisants par l'Union européenne, **Sainte-Lucie** a été **retirée** de la « **liste noire** » et **placée** sur la « **liste grise** » des **juridictions non coopératives en matière fiscale** où le pays figure toujours.

Les **relations politiques** sont **bonnes, facilitées** par la **proximité géographique** de Sainte-Lucie avec la **Martinique**. Ce sont d'abord des relations de voisinage. Le **service de coopération** et d'**action culturelle, compétent** pour toute la **Caraïbe** insulaire anglophone est **basé à Sainte-Lucie**. L'**enseignement du français** et les **échanges culturels** constituent également une **part importante de la coopération bilatérale**. L'Alliance française compte environ **600 élèves**. Elle a contribué à la mise au point du pacte linguistique entre Sainte-Lucie et l'Organisation internationale de la Francophonie, signé en 2011. Un important programme permettant l'accès des étudiants luciens à l'enseignement supérieur français a été lancé en 2016. La France et Sainte-Lucie s'emploient à développer une **coopération** dans le **domaine de la sécurité**. Une **commission mixte** a été **organisée** sur ce thème à Sainte-Lucie le 5 novembre **2019**, co-présidée par le ministre lucien des Affaires intérieures, de la Justice et de la Sécurité nationale, et l'ambassadeur de France, en présence d'une forte délégation de la préfecture de la Martinique. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté lucienne en France** est de **2 803 personnes** tandis que la **communauté française** est de **497 inscrits**.



Saint-Vincent-et-les-Grenadines



Nature du régime : démocratie parlementaire

Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée par un gouverneur général, Sir Frederick Nathaniel Ballantyne (02/09/2002)



Superficie : 390 km²

Capitale : Kingstown (16 500habitants)

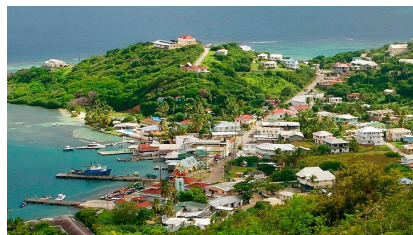
Villes principales : Chateaubelair, Georgetown

Langues officielles : anglais

Langue courante : créole vincentais (base anglophone)

Monnaie : Dollar des Caraïbes de l'est, 1 Euro = 3,28 XCD

Fête nationale : 27 octobre (fête de l'Indépendance, 1979)



Population (2018) : 110 210 habitants

Espérance de vie (2018) : 72,40 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 0,3 %

Taux d'alphabétisation (2018) : 88,1 %

Religions : majorité christianisme

Les **amérindiens Kalinago** se sont vivement **opposés** à la **colonisation européenne** de Saint-Vincent **jusqu'au XVIIIe siècle**. Saint-Vincent est ensuite l'objet d'une **lutte** entre les **Français** et les **Britanniques** tout au long de ce siècle. Les **Britanniques**, en vertu du **traité de Versailles** (1783), prennent **définitivement possession** de ce **territoire** à ce moment. Le **conflit** entre les Britanniques et les Français a néanmoins **continué** jusqu'en **1796**, lorsque le **général Abercromby écrase la révolte** fomentée par le **révolutionnaire français Victor Hugues depuis la Guadeloupe**. Plus de 5 000 Caraïbes noirs (Garifunas) ont été déportés vers les îles de Baliceaux (dépendance de Moustique dans les Grenadines) puis Roatán (au large du Honduras). De **1763 jusqu'à l'indépendance**, Saint-Vincent **passé** par **divers statuts coloniaux** sous les britanniques. Une **assemblée représentative** est autorisée en **1776**, l'île est **colonie de la Couronne** en **1877**, un **conseil législatif** est **créé** en **1925**, et le **suffrage universel des adultes** est accordé en **1951** Saint-Vincent obtient le **statut d'État associé** le 27 octobre **1969** avec un contrôle complet sur ses affaires intérieures. À la suite d'un référendum en **1979**, Saint-Vincent-et-les-Grenadines est la **dernière des îles du Vent à accéder à l'indépendance**. Des **catastrophes naturelles** frappent durement le pays durant le **XXe siècle**. En **1902**, le **volcan La Soufrière de Saint-Vincent explose**, tuant 2 000 personnes. De nombreuses terres agricoles sont endommagées, et l'économie se détériore



Sous le **double effet de la récession internationale** suivie de **forts aléas climatiques en 2010 et 2011** (d'un coût de 3,6 % du PIB), **l'économie** demeure **atone**. Les **trois secteurs principaux de l'activité du pays** (**tourisme, construction et services financiers**) ont souffert de cette conjonction de facteurs négatifs. La **production bananière** est en **déclin** depuis plus de vingt ans (passée de 21 % du PIB dans les années 90 à moins de 8 % actuellement). Les **services** (y compris un pavillon de complaisance) **constituent la principale source d'activités**. Les fortes disparités sociales allant de pair avec un niveau de **chômage élevé** qui touche particulièrement les jeunes sont, pour partie, **compensées** par les **transferts des émigrés (plus de 20 % du PIB)**. Le **secteur économique** a su montrer certains signes de **reconversion** avec notamment **l'arrivée de touristes**, une **chute des prix pétroliers**, et la **mise sur son secteur de construction**. En **2017**, un **aéroport international a ouvert** pour augmenter l'activité touristique et faciliter les échanges. La **liste européenne des juridictions fiscales non coopératives** a été actualisée le 12 mars **2019**, et **Saint-Vincent-et-les-Grenadines n'y figure plus**.

Une délégation de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, conduite par le ministre de la Santé, du Bien-être et de l'Environnement, a participé à la Cop 21 qui s'est déroulée au Bourget du 30 novembre au 12 décembre 2015. Saint-Vincent-et-les-Grenadines, comme la plupart de ses voisins dans les Caraïbes, est un des premiers pays au monde à avoir ratifié l'Accord de Paris. La Martinique a rejoint en 2015 l'organisation des États de la Caraïbe orientale (OECS) dont Saint-Vincent-et-les-Grenadines sont membre fondateur, et la Guadeloupe en 2019 au statut de membres associés, tandis que Saint-Martin était admis au statut de membre observateur. **L'Alliance française à Kingstown** accueille **50 étudiants**. L'**essentiel de l'aide française** passe désormais par le **canal de l'Union européenne**, notamment via le **Fonds européen de développement (FED)**. Le projet FSPI (Fonds de solidarité pour les projets innovants) IFLE CARICOM (0,8 million d'euros) porté par le service de coopération et d'action culturelle et mis en œuvre par l'Alliance française permet également de développer trois axes de coopération : **linguistique, entrepreneurial et culturel**. La France ne dispose **pas d'ambassade à Saint-Vincent-et-les-Grenadines**, mais y est **représentée** par un **Consul honoraire**. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté vinentaise en France** est de **48 personnes** tandis que la **communauté française est de 48 inscrits**.



El Salvador

République du Salvador



Nature du régime : République, régime présidentiel

Chef de l'Etat : M. Nayib BUKELE
(investiture le 1er juin 2019)



Superficie : 21 041 km²

Capitale : San Salvador (290 269 habitants)

Villes principales : Soyapango, Santa Ana, San Miguel

Langues officielles : espagnol

Monnaie : dollar américain, 1 Euro = 1,22 Dollar américain

Fête nationale : 15 septembre (fête de l'Indépendance, vis à vis de l'Espagne en 1821)



Population (2017) : 6,37 millions habitants

Espérance de vie (2016) : 73,5 ans

Taux de croissance démographique (2017) : 0,5 %

Taux d'alphabétisation (2014) : 88,1 %

Religions (selon l'Institut d'opinion publique de l'UCA) : catholiques (50 %), évangéliques (38 %)

Pendant des **millénaires**, la région a été **contrôlée** par plusieurs **nations mésoaméricaines**, en particulier Lenca, Mayas, puis plus tard les Cuzcatlecs. Les monuments archéologiques suggèrent également une présence olmèque précoce autour du premier millénaire avant J.-C.. Au début du **XVII^e siècle**, l'**Empire espagnol** a **conquis** le **territoire** d'Amérique centrale, en l'**incorporant à la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne** dirigée depuis Mexico. En **1609**, la région a été **déclarée Capitainerie générale du Guatemala** par les **Espagnols**, qui comprenait le territoire qui allait devenir le Salvador jusqu'à son indépendance de l'Espagne en 1821. Il fut **incorporé** de force dans le **Premier Empire mexicain**, puis fit **sécession, rejoignant** la **République fédérale d'Amérique centrale** en **1823**. Lorsque la république se dissout en **1841**, El Salvador **devint une nation souveraine**. De la **fin du XIX^e au milieu du XX^e siècle**, El Salvador a connu une **instabilité politique** et **économique** chronique **caractérisée** par des **coups d'État**, des **révoltes** et une **succession de dirigeants autoritaires**. Les inégalités socio-économiques persistantes et les troubles civils ont abouti à la dévastatrice **guerre civile salvadorienne de 1979 à 1992**, combattue entre le gouvernement dirigé par l'armée et une coalition de groupes de guérilla de gauche. Le **conflit a pris fin avec les accords de paix de Chapultepec**. Ce règlement négocié a établi une république constitutionnelle multipartite, qui reste en place à ce jour.



Quatrième économie d'Amérique centrale avec un PIB de 28 Mds USD, le Salvador a connu une croissance de près de 2,5 % depuis 2014. **L'économie** du pays est très **dépendante** de la **conjoncture nord-américaine** (47 % des exportations), des **transferts des migrants** (18 % du PIB en 2017) et de la **volatilité du prix des matières premières** et des **hydrocarbures**. **Économie de services**, le Salvador **tire parti** de sa **situation géographique**, de son **réseau de communications** et de l'**existence d'une classe d'hommes d'affaires compétents et dynamiques**. L'**abondance de la main-d'œuvre bon marché** et la proximité du marché nord-américain ont attiré des **maquiladoras**, industries textiles ou d'assemblage. Le Salvador dispose de **très peu de ressources naturelles** : il est importateur net de matières premières, de combustibles et de denrées de base ; la volatilité des cours des matières premières reste donc un risque important pour ce pays. La **crise économique et financière** internationale a rendu **plus difficile** la **lutte contre la pauvreté**, l'une des priorités du gouvernement. Si des **avancées** peuvent être constatées dans les domaines de **l'éducation**, de **l'accès aux soins** et du **logement**, la **forte délinquance** constitue la **première préoccupation des Salvadoriens**. Le crime organisé et le narcotrafic infiltrent la société et les institutions : le taux d'homicides était de 80 pour 100 000 habitants en 2016.

La **relation bilatérale** est **confiante** et **amicale** depuis la fin du conflit interne. Nos **échanges** avec le Salvador sont **modestes, mais excédentaires** : en 2018, nos importations ont diminué (11,3 M€ contre 14,3 M€ en 2017) et nos exportations ont été quasiment multipliées par dix (208 M€ contre 23 M€ en 2017), en raison de la livraison de deux Airbus à la compagnie Avianca, qui a fait de San Salvador son hub régional. Notre **présence économique** se **renforce** par le biais de **contrats remportés** sur place par des **entreprises françaises**, notamment dans le domaine des énergies renouvelables. La **coopération bilatérale** est principalement **consacrée** à la **promotion** de la **langue française**, des échanges culturels et à la formation universitaire. Elle s'appuie sur un **réseau dynamique** : en accueillant plus de 1300 élèves, le **lycée Consuelo et Antoine de Saint-Exupéry** à San Salvador est le plus important établissement d'enseignement du français en Amérique centrale, et ses actions culturelles et éducatives rayonnent au-delà du cadre scolaire. **L'Alliance française de San Salvador** (1250 élèves, la plus importante d'Amérique centrale), assure également la formation des professeurs de français. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté salvadorienne en France est de 1 200 personnes** tandis que la **communauté française au Salvador est de 511 inscrits**.



Suriname

République du Suriname



Nature du régime : République (Constitution adoptée le 30 septembre 1987)

Chef de l'Etat : M. Désiré Delano BOUTERSE (depuis le 12/08/2010, renouvelé dans ses fonctions le 14/07/2015)

Superficie : 163 270 km²

Capitale : Paramaribo (240 924 habitants)

Villes principales : Wanica (86 000), Nickerie (39 000)

Langues officielles : néerlandais

Langues courantes : sranan tongo (créole à base d'anglais, de néerlandais aux emprunts portugais et aux langues ouest-africaines)

Monnaie : dollar surinamien, 1 Euro = 17,21 SR\$

Fête nationale : 25 novembre (anniversaire de l'indépendance, en 1975)



Population (2018) : 568 000 hab. ; on estime à plus de 320 000 la population surinamienne ou d'origine surinamienne installée aux Pays-Bas

Espérance de vie (2018) : 72 ans

Taux de croissance démographique (2018) : 0,9%

Taux d'alphabétisation (2012) : 97,7 %

Religions (2012) : Hindous (22,3%) ; Protestants évangéliques (22,3%)
Catholiques (21,6%) ; Islam (13,9%) ; Athées (7,5%) ; Autres (6,1%) ; Winti-croyances afro-surinamiennes- (1,8%)

Le Suriname est l'une des nombreuses colonies de la Côte Sauvage, entre le delta de l'Orénoque et celui de l'Amazone, occupée aujourd'hui par une partie du Venezuela et du Brésil, la Guyane, le Suriname, et le Guyana. Des **groupes tribaux amérindiens** s'installent à **partir de 1100 av. J.-C.**, sur le plateau des Guyanes : des **paléo-indiens**, les Arawaks au 1er siècle, puis vers l'an 900 les Karibs et enfin Tupis. Ces quatre groupes étaient encore présents lors de l'arrivée des Européens. La région est **colonisée** par les **Provinces-Unies** au **XVIIe siècle** et prend le nom de **Guyane néerlandaise**. Elle **fournit sucre, café, chocolat et coton** à la métropole **du fait de l'esclavage**, jusqu'à son **abolition en 1863**. Le Suriname devient une **région autonome du Royaume des Pays-Bas en 1954** avant d'accéder à **l'indépendance en 1975**. Un **coup d'État militaire en 1980** signe le début d'une **décennie de dictature** marquée par l'**exécution d'opposants politiques** (massacres de décembre 1982) et **l'éclatement d'une guerre civile**. Le **processus démocratique** est **rétabli** au début des années **1990**. Le **responsable du coup d'État de 1980, Desi Bouterse**, est cependant **élu président de la République en 2010**.



L'économie du Suriname est essentiellement **primaire**. Elle **repose** sur la **production de bauxite, d'or** et de **pétrole**, qui représentent **30% du PIB**, 80% des exportations et 35% des recettes fiscales. Le **secteur agricole** (banane, riz et bois) représente **5% du PIB** mais occupe un quart de la population. Les **carences en matière d'éducation** et de **santé** sont révélées par un IDH moyen (0,725, 97ème rang sur 182 en 2015). Le **poids de l'économie informelle** serait **considérable** et est évalué à 30% du PIB, en particulier celui des **activités en marge de la légalité** (22 casinos, 33 maisons de change pour 200 000 touristes) et **illégales** (contrebande, trafic de drogue). Le secteur public pléthorique (120 entreprises publiques, représentant au total 55% de l'emploi formel) tarde à être réformé. **L'économie** surinamienne, qui manque de diversification, est **victime de sa dépendance aux évolutions des cours des matières premières** dont la baisse durable a généré une crise financière et budgétaire aiguë en 2015-2016. La **conclusion avec le FMI d'un programme de réformes structurelles** de 478MUSD a toutefois permis au Suriname de **stabiliser sa situation** et favorisé son accès à une série de prêts contractés auprès d'autres bailleurs (Banque islamique de développement, Banque mondiale, Banque chinoise de développement, Banque interaméricaine de développement, Banque caribéenne de développement, le Chinois Exim Bank), pour un montant total d'au moins 2,5 Mds USD. **Une partie de ces prêts financera le développement des réseaux d'infrastructures** (routes, électricité, etc.).

La **France** et le **Suriname** partagent **520 km de frontière commune** le long du fleuve Maroni. Cette frontière commune **implique** des **intérêts** et des **défis communs**, en matière de développement, d'infrastructures, de migrations et de sécurité. Le Maroni est historiquement un bassin de population plutôt qu'une frontière hermétique. La **guerre civile surinamienne** a provoqué **l'afflux** en Guyane de **réfugiés surinamiens**, dont des **milliers** sont **restés sur place après la fin des hostilités**. Depuis la réouverture de la frontière (décembre 1991), les courants d'échanges traditionnels ont pu reprendre. La **France** est **économiquement peu présente** chez son voisin surinamien. Des opérateurs français sont présents dans la filière banane (fourniture de plantes in-vitro par le CIRAD, matériel d'irrigation, assistance technique, commercialisation et transport vers l'Europe, via la compagnie maritime CMA-CGM). Les Chambres de commerce du Suriname et de Guyane se réunissent chaque année. La **coopération militaire bilatérale** (formations, exercices communs, soutien logistique) **visé également à la sécurité transfrontalière** et à renforcer les capacités d'exercice de souveraineté par l'Etat surinamien. La **lutte conjointe contre la pêche illégale** donne des résultats encourageants mais perfectibles, notamment depuis la création d'un corps de garde-côtes au Suriname, qui effectue des patrouilles conjointes avec l'armée française. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté française au Suriname est de 211 inscrits**.



Trinité-et-Tabago

République de Trinité-et-Tobago



Nature du régime : régime parlementaire inspiré du Royaume-Uni

Chef de l'Etat (et du gouvernement) : Mme Paula-Mae WEEKES (depuis le 19 mars 2018)

Chef du Gouvernement : M. Keith ROWLEY (depuis le 9 septembre 2015)

Superficie : 5 130 km²

Capitale : Port-d'Espagne (43 396 habitants)

Villes principales : San Fernando et Chaguanas

Langues officielles : anglais

langues courantes : anglais trinitadien, hindoustani, espagnol, « patois » (créole français)

Monnaie : dollar trinitadien, 1 Euro =8,30 TTD

Fête nationale : 31 août (1962, date de l'indépendance)



Population (2017) : 1,36 million d'habitants

Espérance de vie (2017) : 73 ans

Taux de croissance démographique (2017) : 0,30 %

Taux d'alphabétisation (2013) : 98,7 %

Religions : 50 % de chrétiens (dont 26 % de catholiques ; parmi les protestants, 7,8 % d'anglicans, 6,8 % de pentecôtistes, 4 % d'adventistes du 7e jour, 3,3 % de presbytériens, 1,8 % de baptistes et 0,9 % de méthodistes) ; hindouistes (22,5 %) ; musulmans (7,5 %).

100 ans avant l'arrivée de Christophe **Colomb** à Trinité, l'île était peuplée par les peuples Caraïbes ou **Arawaks**. Au moment de la colonisation par le royaume de Castille, on comptait 40 000 Amérindiens, l'île de Trinité servait de transit entre l'Amérique du Sud et les Caraïbes. En **1498**, lors de son **troisième voyage**, Christophe **Colomb débarque** sur l'île qu'il baptise **Trinidad** (Trinité). En 1532, le royaume de Castille s'empare de l'île ; débute alors la période de la colonisation castillane. Les **Français conquièrent** ensuite Trinité en même temps que Tobago **pendant la guerre de Hollande** (1672-1678). Le **traité de Nimègue en 1678, entérine la possession** de Trinité pour le roi Louis XIV aux dépens des Espagnols, comme celle de Tobago, aux dépens des Hollandais. En **1797**, les îles Trinité-et-Tobago sont **conquises** par les **Anglais** auxquels elles sont **officiellement attribuées** en **1802** par la Paix d'Amiens, puis en **1815** après les guerres napoléoniennes. Tobago fait partie de la **Windward Islands Colony** (la colonie des îles-du-Vent) jusqu'en **1899**, où elle est **rattachée à Trinité pour former une seule colonie**, afin de lui apporter une plus grande stabilité financière. Tobago devient alors une annexe de l'île Trinité. En **1962**, Trinité-et-Tobago devient un **État indépendant**. Le début des années **1970 marque** pour cette île une période de grave **crise économique et sociale**. Le choc pétrolier de 1973 engendre une hausse rapide des revenus pétroliers du pays. Au début de l'année **1975**, le taux de **chômage** atteint **17 %** et celui de **l'inflation 23 %**. En **1976**, le pays devient une **république au sein du Commonwealth**. En juillet **1990**, le **groupe islamique** Jamaat al Muslimeen **tente un coup d'État**. Dans les années 1990, l'île vit un essor économique grâce aux revenus du pétrole.



Après **deux années de récession** nette, le pays a connu une **reprise** de la **croissance** en 2018 et 2019 (entre 1 et 2 %), sous **l'impulsion**, essentiellement, du **secteur du gaz naturel** qui représente le 4e grand poste d'importations avec 15 M EUR avec trois producteurs majeurs BP, Shell et BHP. Le PM a mis en place un « comité de 22 sages » mandaté pour réfléchir à l'après COVID et à un nouveau modèle économique et de croissance qui restera à préciser. Les **principaux atouts** – et leviers – du gouvernement trinidadien dans ce contexte d'évidente fragilité de la croissance sont : Un **niveau important de réserves en devises** (aux alentours de huit mois d'importation) ; Un **niveau d'endettement** qui demeure très largement **soutenable** ; L'**existence d'un fonds souverain important** (6 Mds USD). Les opportunités de diversification de l'économie, notamment en période de prix relativement bas du pétrole et du gaz, restent des plus aléatoires. Toutefois, Trinité-et-Tobago pourrait bénéficier, comme base arrière de services et d'approvisionnement, de l'**essor des gisements d'hydrocarbures du Guyana**. Le secteur pétrolier, pour des raisons essentiellement liées à une fiscalité très lourde (existence d'un impôt dit Supplemental Petroleum Tax inadapté aux niveaux actuels du prix du brut) a réduit significativement ses niveaux de production (aujourd'hui 65 000 barils/jour). Le premier producteur privé est le français Perenco (11 000 barils/jour). Le secteur pétrolier fait l'objet d'une réorganisation, s'agissant de sa partie publique : la société nationale Petrotrin a été liquidée et a été scindée en deux entités Heritage (production) et Paria (importation distribution).

Notre **balance commerciale** avec Trinité-et-Tobago est **largement déficitaire**, même si le volume de nos échanges reste modeste (nous sommes le 17e fournisseur du pays avec 1,2 % de parts de marché). Une **part importante de ces échanges implique la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane**, qui représentaient **52 % du total de nos exportations** et 23 % de nos achats en 2014. Nos **grands groupes**, Bouygues a mené à bien deux contrats importants à Trinité-et-Tobago, l'un pour l'aménagement du front de mer de la capitale et l'autre pour la construction d'une tour de bureaux de 26 étages. Air Liquide installe un train de liquéfaction de gaz naturel. Autres grands groupes présents : Schlumberger, Perenco, ATR. Le flux net des investissements directs français dans le pays était estimé en 2015 à 91 M EUR par la Banque de France. Les **difficultés** que rencontrent nos **entreprises** pour se développer à Trinité-et-Tobago sont principalement de deux ordres : d'une part les **financements sont difficiles voire impossible** à obtenir car le pays n'est **pas éligible à l'Aide publique au développement** et les **éventuels financements** identifiés peuvent être **soumis** à de **fortes contraintes liées** à la régulation en vigueur pour les pays listés (**ETNC** - Etats et territoires non coopératifs en matière fiscale, OCDE, AML-CFT), et d'autre part nos entreprises se heurtent de plus en plus à une **concurrence chinoise grandissante**, on le voit tout particulièrement dans le BTP. Notre **coopération bilatérale** est **centrée** sur **l'enseignement du français**. L'Alliance française de Port-d'Espagne compte un peu plus de 300 élèves. Selon le Ministère des Affaires étrangères, **330 français dont plus de 50 % de binationaux vivent là-bas**.



Uruguay

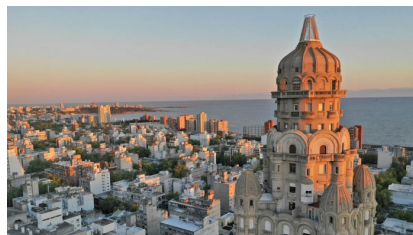
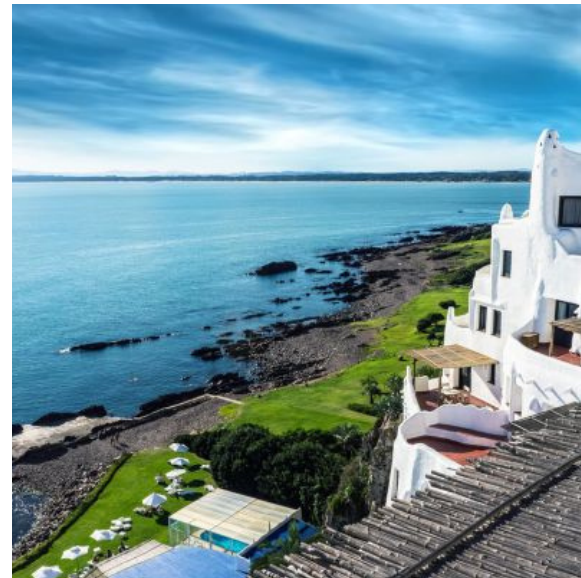
République orientale de l'Uruguay



Nature du régime : régime présidentiel
Chef de l'Etat : M. Tabaré Vázquez



Superficie : 176 065 km²
Capitale : Montevideo (1,34 million d'habitants)
Villes principales : Canelones (485 000 hab.), Maldonado (140 000 hab.), Salto (123 000 hab.), Colonia (119 000 hab.) et Paysandu (113 000 hab.)
Langues officielles : espagnol
Monnaie : peso uruguayen, 1 Euro = 51,83 peso uruguayen
Fête nationale : 25 août (déclaration d'indépendance : 25 août 1825)



Population : 3,5 millions d'habitants
Espérance de vie : 77,3 ans
Taux de croissance démographique : + 0,24%
Taux d'alphabétisation : 98,4 %
Religions : catholiques 66% ; protestants 2% ; juifs 1% ; autres et non-pratiquants 33% (Etat laïc depuis 1918).

L'Uruguay a été **habité** par le peuple **Charrúa** pendant environ **4 000 ans** avant que les **Portugais établissent** la **Colônia do Sacramento** en **1680** ; L'Uruguay a été colonisé par les Européens relativement tard par rapport aux pays voisins. **Montevideo** a été **fondée** en tant que **bastion militaire** par les **Espagnols** au début du XVIIIe siècle, signifiant les revendications concurrentes sur la région. **L'Uruguay** a obtenu son **indépendance** entre **1811 et 1828**, à la suite d'une **lutte** à quatre **entre** le **Portugal** et **l'Espagne**, puis **l'Argentine** et le **Brésil**. Il est resté soumis à l'influence et à l'intervention étrangères tout au long du XIXe siècle, l'armée jouant un rôle récurrent dans la politique intérieure. Une **série de crises économiques** a mis fin à une **période démocratique** qui avait commencé au début du XXe siècle, aboutissant à un **coup d'État de 1973**, qui a établi une dictature **cívico-militaire**. Le gouvernement militaire a **persécuté** les **gauchistes**, les **socialistes** et les **opposants politiques**, faisant plusieurs morts et de nombreux cas de torture par l'armée ; **l'armée a cédé le pouvoir à un gouvernement civil en 1985**. L'Uruguay est aujourd'hui une république constitutionnelle démocratique, avec un président qui est à la fois chef de l'Etat et chef du gouvernement.



Depuis la **crise de 2002**, l'Uruguay **bénéficie** d'une **croissance élevée**, freinée toutefois ces dernières années par la baisse des cours agricoles et une conjoncture économique nationale comme régionale difficile (estimée à 2,7% en 2017 et 2,1 % en 2018 contre presque 6% par an en moyenne entre 2004 et 2013). L'Uruguay reste par ailleurs **confronté** à des **difficultés structurelles** : **inflation** élevée (près de 8% en 2018), **faible compétitivité de son secteur manufacturier**, **solde commercial déficitaire** depuis 2004 (-1,2 Md USD en 2016). L'**économie** uruguayenne s'est **diversifiée** depuis une quinzaine d'années avec le **développement de l'industrie**, du **commerce**, des **services** et du **tourisme**. Elle reste toutefois très **axée** sur **l'agriculture** et **l'élevage** et **dépendante des exportations de matières premières agricoles** (notamment le soja). L'Uruguay est un pays bien intégré dans le commerce mondial dont les échanges avec l'étranger ont plus que doublé ces six dernières années. Ses exportations se sont élevées, en 2016, à 7 Mds USD. Le pays commerce principalement avec la Chine, le Brésil, l'Argentine et les Etats-Unis. Les **entreprises étrangères trouvent** en Uruguay un **environnement juridique stable** et **une main d'œuvre qualifiée**. Les gouvernements du Frente Amplio ont fait de l'attraction de capitaux étrangers une priorité. Ils se sont employés à rassurer les milieux d'affaires : réforme du système fiscal en 2007, maîtrise de la dette, réserves de change élevées, lutte contre le blanchiment et faible niveau de corruption.



Nos **deux pays maintiennent une profonde affinité politique, culturelle et linguistique**. **L'Etat** uruguayen s'est **inspiré** du **modèle français** (laïcité, code Napoléon, système éducatif), **exporté par une forte immigration française** : à la fin du XIXème siècle, la communauté française comptait pour près d'un tiers de la population du pays. Nos **relations** ont toutefois été **mises entre parenthèses** pendant la **période militaire** (1973-1985), au cours de laquelle la France a accueilli de nombreux exilés. Nos **échanges commerciaux** bilatéraux ont fortement **augmenté** ces dernières années (+79% de 2008 à 2013). La **France** est l'un des **premiers investisseurs en Uruguay**. Environ **soixante entreprises françaises opèrent en Uruguay, créant environ 8 000 d'emplois** (L'Oréal, Danone-Salus, Accor-Sofitel, Bongrain, Faurecia, Bull, Lactalis, Casino, Air Liquide, Akuo Energy, Louis Dreyfus Commodities, PSA). (stock d'IDE de 136 M€ en 2016). Total a remporté en mars 2012 une licence d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures dans les eaux uruguayennes, mais s'est retiré en août 2016 ; Akuo Energy développe un parc éolien de 142 MW ; Accor a inauguré l'hôtel-Casino Carrasco rénové ; Faurecia, l'un des premiers équipementiers automobiles dans le monde a ouvert une usine en 2011 ; PSA a récemment inauguré une chaîne de montage de véhicules utilitaires, et Alstom met en œuvre l'interconnexion électrique avec le Brésil sur le site de Melo. Selon le Ministère des Affaires étrangères, **la communauté française en Uruguay est de 3 011 inscrits** au registre.



Venezuela

République bolivarienne du Vénézuéla



Nature du régime : République fédérale
présidentielle

Chef de l'Etat : Nicolás Maduro contesté
par Juan Guaidó



Superficie : 912 050 km²

Capitale (2015) : Caracas (2,082 millions d'habitants)

Villes principales : Maracaibo, Valencia, Barquisimeto, Maracay,
Ciudad Guayana

Langues officielles : espagnol

Langues courantes : environ 40 langues autochtones (wayuu,
piaroa, pemón, guahibo, etc.)

Monnaie : bolivar souverain, 1 Euro = 1 789 786,33 BsS

Fête nationale : 5 Juillet, jour de l'Indépendance (1811)



Population (2015) : 31,83 millions (moins de 15 ans : 29,6 % ; urbaine :
93,4 %)

Espérance de vie (2017) : 74,7 ans (hommes 70,8 ans ; femmes 78,9 ans)

Taux de croissance démographique : 1,5 %

Taux d'alphabétisation (2016) : 97,1 %

Religions : catholicisme (96 %), protestantisme (2 %), autres (2 %)

Le territoire du Venezuela a été colonisé par l'Espagne en 1522 au milieu de la résistance des peuples autochtones. En 1811, il est devenu l'un des premiers territoires hispano-américains à déclarer son indépendance vis-à-vis des Espagnols et à faire partie, en tant que département, de la première République fédérale de Colombie (historiographiquement connue sous le nom de Gran Colombia). Il s'est séparé en tant que pays souverain à part entière en 1830. Au XIXe siècle, le Venezuela a souffert de troubles politiques et d'autocratie, restant dominé par des dictateurs militaires régionaux jusqu'au milieu du XXe siècle. Depuis 1958, le pays a eu une série de gouvernements démocratiques, à titre d'exception où la majeure partie de la région était dirigée par des dictatures militaires, et la période était caractérisée par la prospérité économique. Les chocs économiques des années 80 et 90 ont conduit à des crises politiques majeures et à des troubles sociaux généralisés, notamment les émeutes meurtrières de Caracazo en 1989, deux tentatives de coup d'État en 1992 et la destitution d'un président pour détournement de fonds publics en 1993. L'effondrement de la confiance dans les partis existants a vu l'élection présidentielle vénézuélienne de 1998, le catalyseur de la révolution bolivarienne, qui a commencé avec une Assemblée constituante en 1999, où une nouvelle Constitution du Venezuela a été imposée. Les politiques publiques de protection sociale populiste ont été renforcées par la flambée des prix du pétrole, l'augmentation temporaire des dépenses sociales et la réduction des inégalités économiques et de la pauvreté dans les premières années du régime. L'élection présidentielle vénézuélienne de 2013 a été largement contestée, conduisant à une protestation généralisée, ce qui a déclenché une autre crise nationale qui se poursuit encore aujourd'hui.



Bien que détenteur des plus grandes ressources pétrolières prouvées du monde (300 milliards de barils), le Venezuela traverse depuis plusieurs années la plus grave crise économique de son histoire. La baisse drastique des cours du brut sur la même période n'a fait que révéler les faiblesses structurelles d'une économie dont la dépendance à la rente pétrolière n'a cessé de croître. Le FMI estime que le PIB vénézuélien a connu une récession de 80 % de 2014 à 2020, le pays est confronté à une hyperinflation sans précédent, à un effondrement de sa production pétrolière et à un épuisement de ses réserves monétaires conduisant à une réduction drastique des importations. Malgré plusieurs réévaluations, le salaire mensuel minimum est estimé à moins de 10 dollars, soit le plus faible du continent américain. La dette est évaluée à plus de 150 milliards de dollars et l'État vénézuélien ne parvient plus à se refinancer sur les marchés financiers internationaux du fait des sanctions financières américaines et de sa faible crédibilité auprès de ses créanciers. Corollaire de cette crise économique, la situation humanitaire s'est fortement dégradée. Le pays est régulièrement confronté à d'importantes pannes d'électricité affectant la distribution de l'eau et le fonctionnement des hôpitaux. La Croix-Rouge intervient dans le pays depuis le mois d'avril 2019 mais est confrontée à des besoins exponentiels. Selon l'ONU, 5,4 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays, soit plus de 15 % de la population. La crise migratoire vénézuélienne est l'une des plus importantes au monde.



La France et le Venezuela entretiennent des liens anciens qui s'incarnent dans la figure de Francisco de Miranda, héros de l'indépendance vénézuélienne et général de la Révolution française dont le nom est inscrit sur l'Arc de triomphe à Paris. Les échanges économiques entre la France et le Venezuela sont historiquement concentrés autour de grands contrats notamment dans les secteurs des hydrocarbures et du transport urbain. La profonde crise économique que traverse le Venezuela a fortement impacté à la baisse les échanges commerciaux bilatéraux. Après un pic à 777 millions d'euros en 2012, le commerce bilatéral franco-vénézuélien n'atteint plus que 96 millions d'euros en 2019. Les principaux axes de notre action culturelles se développent autour de la promotion de l'enseignement de la langue française, notamment avec le réseau d'Alliances françaises dans neuf villes (Caracas, Barinas,...) ; d'une programmation culturelle riche (Semaine de la France, Fête de la Francophonie, Festival du cinéma français, Fête de la musique...). La France a débloqué 735 000 euros d'aide humanitaire en 2018, une contribution portée à plus de 2 millions d'euros en 2019, puis à 4 millions d'euros pour l'année 2020. Cet appui destiné à la population vénézuélienne est constitué de subventions aux organismes internationaux (HCR, CICR) et aux ONG apolitiques venant en aide aux Vénézuéliens qu'ils soient au Venezuela ou dans les pays frontaliers. Selon le Ministère des Affaires étrangères, la communauté française est de 2 886 inscrits.